

À la mémoire du professeur,

LUSTIN Murray Junior,

Cher professeur, votre passage ici-bas n'a pas été en vain, vous avez marqué d'un sceau indélébile toute une génération. Aujourd'hui vous n'êtes plus... vous partez pour l'au-delà sans nous dire au revoir, Adieu ! Mais, nous garderons, par-delà le temps et l'espace, les meilleurs souvenirs de celui qui fut un professeur et un guide...

Comme ont déjà dit nos aînés.

« Celui qui donne un sens à la vie donne aussi un sens à la mort »

Il faut toujours savoir donner une portée d'éternité à tout ce que l'on fait.

Parole du professeur Murray

Remerciement

Au terme de nos laborieuses recherches, nous tenons à remercier le Grand Architecte de l'univers, lui qui nous a permis de respirer, inspirer, réfléchir surtout dans les moments difficiles, il fait briller ses rayons lumineux sur nous, afin que nous ayons la force et le courage pour arriver jusqu'ici. Merci, merci ...

Nous exprimons le même sentiment pour présenter des remerciements spéciaux à nos chers parents, Madame Jacqueline, DESHOMMES et Hymène, JOCELIN, qui nous ont aidé économiquement, socialement et moralement pour ne citer que ceux-là, pour la réalisation de ce travail combien important pour les deux peuples.

Nos profondes et sincères gratitudes vont également au Groupe d'Appui aux Rapatriés et aux Réfugiés (GARR), qui nous a permis de consulter un grand nombre de documents sur les conditions de vie des Haïtiens dans les bateys.

Un grand merci à monsieur Gesnel Fils Jean Michel (Ginen) et Monsieur Michel DOSSOUS le PDG de l'université, deux infatigables conseillers, pour l'intérêt grandissant et l'encouragement soutenu qu'ils nous ont apportés dans l'élaboration de notre sujet.

Nous éprouvons le plaisir à dire tout ce que nous devons à monsieur François, CESAR notre Directeur de recherche, qui, le premier, nous a suggéré l'étude de ce sujet (combien épineux dans notre histoire de peuple).

Nous ne saurons jamais oublier l'apport inestimable de : Elien ISAAC, Fritz Pierre, CLERVAUX, Garry PAUL, kems Etzer HUBERT, DORMEUS Mireille, Josefina TAVARES, Alberto Gream PALS, CEDON Fristner, Dr Gérard BLOT. Enfin, nos reconnaissances fraternelles vont à : Willi Fredel, Natal Duny, Natal John.

Un grand merci à monsieur Hugues GOUSSE qui, ayant lu la plus grande partie de nos manuscrits, avec beaucoup d'attention a apporté des remarques judicieuses et pertinentes dans la forme et le fond du sujet.

Nous éprouvons un immense plaisir à remercier le staff du décanat de l'université Américaine des Sciences Modernes d'Haïti (UNASMOH) qui, toujours disponible, nous a apporté les supports moraux, surtout dans les moments les plus difficiles.

Nous ne saurons terminer nos remerciements sans saluer l'effort et l'encouragement de nos frères et sœurs collègues de l'université qui nous ont aidés en nous fournissant des documents, des conseils qui nous ont permis de parachever ce travail.

Enfin, le support de monsieur Woody chéry est inestimable, en ce qui a rapport au traitement informatique de ce travail, ainsi qu'à la promotion **LAFIMEN** (***Lycéens Appelés à être des Futurs Intellectuels Méritoires pour une Education Nouvelle***) du lycée Philippe Guerrier des Cayes, principalement à DUMO Jacques Harry qui s'est sacrifié corps et âme pour la correction grammaticale de ce travail, merci et merci infiniment.

Avant-propos

Nous avons entrepris l'élaboration de ce travail scientifique en défaussant toutes les contraintes économiques, tout en nous accommodant aux rigueurs scientifiques qui s'imposent. L'un des problèmes majeurs auxquels est confronté l'étudiant haïtien dans le cadre d'un tel travail, relève d'un manque de documents écrits qui seraient à la disposition de l'intéressé. D'autant que le peu dont disposait le pays est devenu depuis le séisme du 12 janvier 2010, quasi introuvable vu que les bibliothèques n'en ont pas été épargnées. En dépit de toutes ces difficultés dont nous avons succinctement ci-dessus, fait état, grâce au soutien moral et aux appuis désintéressés de nombreux de nos amis, ce travail combien ardu, au plan documentaire et coûteux au plan matériel, a été rendu possible.

Une analyse de l'immigration illégale et la situation des Haïtiens dans les Bateys se veut un travail scientifique qui servira de source documentaire dans le cadre d'un travail de recherches ; autant dire, ce travail est une contribution dont l'objet s'avère d'une importance capitale non seulement pour les chercheurs en général qui s'intéresseraient aux relations haïtiano - dominicaines, mais particulièrement aux deux peuples qui se partagent la même île dite d'Haïti ou Hispaniola et ont en commun, un vécu historique daté de l'époque amérindienne. Au-delà de ce vécu, d'autres phénomènes historiques, tels : Traité de Bâle, 1795, l'occupation haïtienne sous l'administration de Jean Pierre Boyer ont largement contribué au rapprochement de ces deux peuples qui ont connu, de 1492 à 1697 (traité de Ryswick), une domination commune.

Le rêve haïtien visant l'unité de l'île s'était révélé manifeste durant l'administration de Faustin Soulouque, président et empereur d'Haïti de 1847 à 1859 ; la menace haïtienne paraissait si fatidique que les dirigeants dominicains se voyaient obligés de chercher assistance sur le plan extérieur. Il a fallu attendre près de trente ans pour voir s'améliorer les relations entre les deux républiques. En effet, le 9 mai 1874, un traité de paix et d'amitié fut signé entre les deux Etats.

Tenant compte des vicissitudes qui avaient toujours existé entre les deux peuples, n'est-ce-pas là, l'une des explications du griffe dominicain vis-à-vis d'Haïti ? (La politique extérieure d'Haïti, François Damien).

TABLE DES MATIERES

Table des matières	Pages
Dédicace.....	1
Remerciement.....	2
Avant-propos.....	4
Table des matières.....	5
Liste des tableaux et graphes.....	10
CHAPITRE I Cadre Méthodologique et Théorique	
1.1- Cadre Méthodologie	12
1.2- Introduction	13
1.3- Présentation du sujet	15
1.4- Objectif principal	16
1.5- Objectif spécifique.....	16
1.6- Problématique	16
1.7- Hypothèse	38
1.8- Justification	38
1.9- cadre théorique	39
1.9.1- Théorie des représentations sociales	39
1.9.2- Fondement épistémologique des représentations sociales	41
1.9.3- Nature des représentations sociales	42
1.9.4- Fonction des représentations sociales	44
a)une fonction cognitive	44

b) fonction identitaire	44
c) fonction d'orientation	45
d) fonction justificative	46
1.9.5- Constitution des représentations sociales	46
a) représentation comme processus.....	46
b) objectivation.....	47
c)Ancrage.....	47

CHAPITRE II - Cadre Conceptuel

- CADRE CONCEPTUEL.....	49
2.1- cadre conceptuel	49
2.1.1- l'intégration régionale	49
2.1.1.2- Organisation fédérale	49
2.1.3- confédération d'Etats	49
2.1.4- Société.....	49
2.1.5- Dimension spatiale (Caraïbes Insulaire).....	50
2.1.6- Production (approche Marxiste)	50
2.1.7- Concepts sociaux : Latifundiste et Latifundia	50
2.1.8- Concepts socio- politique	50
a) Colonisation, b) Indépendance, c) Emigrant	
2.1.9- concept sucre	50

CHAPITRE III - Les origines de la Crise agraire en Haïti

3.1- Les origines sociales de la crise agraire en Haïti et quelle solution ?.....	51
3.1.1- Les origines de la structure agraire en Haïti.....	51
3.1.2- Réaction des petits soldats.....	55
3.1.3- Les paysans sans terre.....	55
3.1.4- Haïti, vers un modèle de production agricole.....	56
3.1.5- L'apport de la politique dans l'évolution socio-économique du Chili.....	57
3.1.6- Les mines : secteur non exploité.....	59

CHAPITRE IV- Présentation et techniques utilisées

4.1- Introduction	61
4.2- La présentation du terrain de recherche 'Barahona'.....	61
4.3- Les éléments de dispositifs de recherche	61
4.3.1- Opérationnalisation des variables	62
4.3.1.1- Variable indépendante : modalités / indicateurs.....	62
4.3.1.2- Variable dépendante : modalités / indicateurs.....	64
4.4- caractéristique de l'échantillon.....	65
4.4.5- Méthode de recherche.....	66
4.4.6 -Technique de recueil des données.....	66
4.4.7- Moyens utilisés	70
4.4.8- Technique d'analyse	70

CHAPITRE V- Présentation et Analyse des résultats

5- Présentation et analyse des résultats.....	72
5.1- Les variables démographiques liées aux sujets de l'enquête	72
5.1.1- Déroulement de l'entretien	72
5.1.2- L'âge des enquêtés	73
5.1.3- Niveau d'étude des enquêtés	74
5.1.4- L'état matrimonial des enquêtés	75
5.1.5- Profession des enquêtés	76
5.1.6- Religion des enquêtés	76
5.2- Items mesurant les indicateurs de la variable indépendante :.....	77
- Conception l'immigration vers la République Dominicaine influence la situation des Haïtiens dans les bateys.....	77
5.2.1- Conception des enquêtés des sur l'idée selon laquelle une personne peut laisser son pays pour s'immigrer dans autre pays avec un papier l'égal répondant aux principes de la loi régissant la matière.....	77
5.2.2- Conception des enquêtés sur l'idée selon laquelle une personne peut immigrer pour trouver un emploi tout en respectant les normes et les lois de l'immigration.....	80
5.2.3- Conception de les enquêtés sur l'idée selon laquelle, une personne ne peut immigrer pour faire des études avec l'accord l'égal de l'université et en conciliation avec les lois en vigueur sur l'immigration.....	82
5.2.4- Conception admettant une personne peut immigrer pour des causes politiques après l'accord des deux Etats en questions.....	84
5.3- Items mesurant les indicateurs de la variable dépendante : mauvaises conditions de vivre, mauvaises conditions de travail, mauvaises conditions éducative et loisir.....	85

5.3.1- Mauvaises conditions de vie	85
5.3.2- Mauvaises conditions de travail.....	86
4.3.3- Un salaire dérisoire, soit \$1 us qui est égal à 40 pesos pour 18 heures temps de travail.....	87
5.3.4- Pas d'assistance médicale, Humiliation, pas de jours de congé.....	88
5.3.5- Mauvaise condition éducative.....	89
5.3.5.1- Pas d'école.....	89
5.3.5.2- Pas de loisir.....	90
5.5- Démonstration de l'hypothèse	91
5.6- Pistes d'intervention.....	92
5.7- Eduquer en fonction des conceptions de l'immigration illégale	93
5.8- Limites du travail et nouvelles pistes de recherche.....	94
5.9- Conclusion générale.....	95
Bibliographie.....	98
Web graphie	103
ANNEXE.....	103
Canevas d'entretien.....	105

Liste des tableaux et graphes

Liste des tableaux

Tableau 1) répartition en pourcentage des sujets selon l'âge.....	74
Tableau 2) répartition en pourcentage des sujets selon le niveau d'étude.....	75
Tableau 3) répartition en pourcentage des sujets selon l'état matrimonial.....	75
Tableau 4) répartition en pourcentage des sujets selon leur statut professionnel.....	76
Tableau 5) répartition en pourcentage des sujets selon leur religion.....	77

Liste des graphes

Graph 1) répartition en pourcentage des sujets admettant qu'une personne peut laisser son pays pour immigrer dans d'autres pays avec papier légal répondant aux principes de la loi régissant la matière.....	80
Graph 2) répartition en pourcentage des sujets admettant ou pas que la personne peut immigrer pour trouver un emploi tout en respectant les normes et les de l'immigration	82
Graph 3) répartition en pourcentage la conception admettant ou pas qu'une personne peut immigrer pour faire des études avec l'accord l'égal de l'université.....	83
Graph 4) répartition en pourcentage des enquêtés admettant ou pas qu'une personne peut immigrer pour des causes politiques après l'accord des Etats en questions.....	85
Graph 5) répartition en pourcentage des enquêtés admettant ou pas ces modes de vie : pas d'eau potable, pas de latrines, pas d'électricités.....	86
Graph 6) répartition en pourcentage des enquêtés qui expriment leurs accords et leurs désaccords avec la condition de travail.....	86
Graph 7) répartition en pourcentage des enquêtés admettant ou pas le salaire pour le nombre d'heure de travail.....	87

Graphe 8) répartition en pourcentage des enquêtés critiquant ou pas ce mode de traitement : pas d'assistance médicale, humiliation, pas de jours de congé.....	89
Graphe 9) répartition en pourcentage des enquêtés qui s'intéressent ou pas à l'éducation.....	90
Graphe 10) répartition en pourcentage des enquêtés qui ont des problèmes ou pas avec l'absence de loisir.....	91

CHAPITRE I

1.1-Cadre Méthodologique.

1- Introduction

2- Présentation du sujet

3- Objectif principal, et objectif spécifique

4- Problématique

5- Hypothèse

6- Justification

7- Cadre théorique

8- Cadre conceptuel

9- Les origines sociales de la crise agraire en Haïti, et quelle solution ?

10- Méthode de la recherche

11- Technique de collecte des données

12- Les moyens utilisés

13- Technique d'analyse

14- Représentation et analyse des résultats

15- Conclusion Générale

16- Revue littéraire

17- Annexe

1.2- Introduction

La traversée clandestine des travailleurs haïtiens vers la République Dominicaine a toujours été l'objet de débats passionnés et de vives critiques de certains secteurs dominicains et haïtiens. L'entrée constante des travailleurs sans papiers est souvent utilisée comme argument pour rejeter les revendications des personnes nées de père et de mère haïtiens sur le territoire Dominicain. Sur cette même base, depuis 1991 de nombreuses personnes d'ascendance haïtienne ont été expulsées de la République-Dominicaine, parce qu'elles ne possédaient pas un permis de séjours entre 1950 et 1986, les gouvernements Haïtien et Dominicain ont signé plusieurs accords pour faciliter l'embauchage de dizaines de milliers de travailleurs haïtiens pour la coupe de la canne à sucre. Ces contrats ont été dénoncés par de nombreuses organisations internationales de défenses de droits humains à cause des mauvais traitements infligés à ces travailleurs. Avec la chute du régime Duvaliériste en 1986, les contrats ont été résiliés, mais les sucreries ainsi que d'autres secteurs de l'économie dominicaine ont continué à importer la main d'œuvre haïtienne. A l'analyse des différents points ci-dessus développés, nous nous permettons de poser cette question : "Qu'est – ce qui pousse les Haïtiens à laisser leur pays pour se rendre en République Dominicaine"?

Cette question nous autorise à établir une approche comparative entre les conditions d'existence matérielle des Athéniens au cours du VIII^e siècle Av. J.C et celles de ces Haïtiens. En effet, à cette date, tout le pouvoir était aux mains des grands propriétaires qui possédaient les terres et les troupeaux parallèlement, par manque de terres, de nombreux grecs émigrèrent sur tout le pourtour de la méditerranée, sur les côtes d'Italie du sud et de la Sicile, sur les bords de la mer Noire et sur les côtes de l'actuelle Turquie.

Aussi, comme tous les grecs, Athènes a-t-elle souffert de l'accroissement de la population et de l'inégale répartition des terres qui condamnaient les petits paysans à l'endettement et à la misère. Cette situation agraire a engendré une crise qui déboucha sur une série de réformes devant servir de fondement à une démocratie particulière. L'histoire retient certaines figures emblématiques qui ont su conjuguer leurs forces physiques et intellectuelles pour établir des

lois écrites, les mêmes pour tous, d'une extrême sévérité. De ces figures, citons Dracon, un législateur athénien, grâce à sa réforme, la justice échappait alors au seul pouvoir des aristocrates. Vers 508-507 av J.C, les reformes de Clisthène n'ont pas manqué de jouer un rôle essentiel dans l'épanouissement de la démocratie athénienne. (Les fondements du monde contemporain, collection Jacques Marseille, édition Fernand Nathan).

Face à cette pénible situation socio-économique dont sont l'objet les Haïtiens vivant dans les bateys, pourquoi n'ont-ils pas, nos dirigeants, choisi l'exemple de Dracon et celui de Clisthène pour améliorer les conditions d'existence matérielle des Haïtiens en général, et celles de ceux vivant en République Dominicaine en particulier ?

1.3- Présentation du sujet

Il est évident que tout travail de recherche poursuit un objectif, aussi le nôtre se donne-t-il pour objectif, à partir d'une succincte et minutieuse analyse de reconstituer, d'une part, l'île d'Haïti dès l'arrivée des amérindiens, ce, dans son cadre politico-administratif, et, d'autre part, d'étudier les conditions de vie des Haïtiens dans les Bateys.

En effet, cette île, dite Ayiti Quiskeya ou bohio [nom qui lui fut attribué par les Aborigènes] qui avait été habitée par différentes ethnies semblerait avoir mené une existence harmonieuse et paisible en témoigne l'accueil dont fut l'objet Christophe Colomb en côtoyant ces premiers Américains.

Cependant, dès l'arrivée des Européens sur le continent, la vie des " Aborigènes " sera marquée d'un nouveau tournant. Ce fut le 6 décembre 1492, date fatidique qui marqua l'entrée des Haïtiens dans l'histoire et qui consacra la dépossession des naturels du pays et annonça simultanément l'ère de leur graduelle extinction.

C'est par la corrélation de ces deux phénomènes concomitants. La prise de contact de l'Indien et de l'espagnol et l'asservissement de l'un à l'autre qui s'ensuivit, que naquit quelques décennies plus tard, l'autre conjoncture grosse de conséquences imprévisibles : La traite des nègres d'Afrique qui alla avoir pour corollaire une organisation sociale qui reprendra son ancien nom : "Haïti " dont une frange de la population se trouve émigrée vers la République voisine.

Dans le cadre de ces recherches scientifiques, nous nous proposons d'analyser ce phénomène migratoire tout en présentant la situation des nôtres dans les bateys de Barahona durant les cinq dernières années (2005 – 2010).

1.4- Objectif principal

L'objectif principal de ce travail de recherche est de déterminer les uniformités de coexistence de l'immigration haïtienne, particulièrement les ouvriers agricoles, vers la République Dominicaine.

1.5- Objectif spécifique

Notre objectif spécifique nous invite à proposer de nouvelles variables, en termes de fonction, en vue de la plasticité de la structure économique.

1.6- Problématique

Les premiers Américains dans les Indes occidentales.

Cette race humaine a probablement pris son origine sur les plateaux de l'Asie. Poussés par la faim ou attirés par l'espoir des découvertes, ses descendants en sont partis en une série de vagues migratoires. Ainsi donc, un mouvement de peuples marchant en direction de l'Est passa le détroit de Béring et colonisa les deux continents américains ; ce furent les Amérindiens vulgairement appelés "Indiens", on n'a pas date exacte de l'arrivée de ces derniers sur le continent, mais, selon ORUNO DENIS, Lara, dans les caraïbes, page 29, cette race y serait arrivée entre 70.000 et 40.000 avant J.C.

La question des voies empruntées par les premiers hommes américains aux caraïbes est directement liée aux fluctuations climatiques qu'ont connues l'Amérique et les Caraïbes.

Des facteurs océanographiques contribuèrent à modifier profondément la paléogéographie. Les températures des eaux équatoriales de surface, en période froide, écrit le même auteur et à la même source, auraient été inférieures de 2,5 à 5 degré à ce qu'elles sont aujourd'hui. Les glaces d'Amérique du Nord immobilisaient une énorme quantité d'eau ; environ trente millions de kilomètre cubes ; le niveau de la mer avait baissé de 100 à 130 m lors de la phase maximale de la glaciation de Wisconsin ; cependant, la géographie terrestre de la méditerranée des caraïbes avait une allure très différente. La navigation a dû être facilitée par les transformations géographiques. Des navigateurs " pré- céramique " allaient chasser des animaux marins qui vivaient dans les eaux les plus froides de la méditerranées des caraïbes. Le réchauffement de l'eau a dû entraîner

la disparition de certaines espèces animales et obliger les chasseurs à s'aventurer de plus en plus loin à leur recherche.

Une carte de l'aire circum-caraïbe vers 15.000 av J.C a permis de voir apparaître trois routes principales de migration du continent vers les îles :

- Le "pont" Venezuela-Trinidad et les caraïbes orientales.
- Le "pont" Floride – Bahamas – Cuba.
- Le "pont" Honduras – Jamaïque.

Des témoignages de la présence de l'homme dans cette aire circum-caraïbe à cette époque ont été trouvés dans les sites de Muaco, cucuruchu, el jobo, coro, Taina –Taina et flaon au Venezuela.

Il est visible dans le double golfe de la Méditerranée américaine l'arc des îles d'émeraude qui frange le bassin des caraïbes. L'une d'entre elles occupe une position intermédiaire entre Cuba et Porto-Rico. C'est elle, Haïti terre qui a vu l'évolution de plusieurs civilisations telles Ciboney, Taïno, Arawak, Caraïbe.

Les deux plus importantes de ces civilisations furent : Arawak et caraïbe, qui sont les véritables autochtones de cette île divisée en caciquats qui s'organisèrent en plus harmonieux système confédéral qu'ait sans doute jamais connus le continent.

Division géographique et administrative de l'île.

L'île d'Haïti que les Espagnols appelèrent Hispaniola parce que l'aspect des lieux où ils prirent terre leur rappelait les campagnes de cordonne, était divisée en cinq royaumes que gouvernaient des chefs politiques et religieux désignés sous-titre de caciques.

Les cinq royaumes :

a) **la Magua**, dont le chef ou cacique fut guarionnex, occupait le territoire compris entre la pointe Isabelique et le cap Raphaël, elle possédait toute la Vége- Real et la plaine de Santiago. La province du souverain se trouva à proximité de "Conception" villa construite par les espagnole.

2) **Le Marien** dont le souverain fut Guacanagaric avait sa résidence à Guarico dont l'emplacement se trouva à quelques kilomètres de la ville actuelle du Cap-Haïtien. Ce caciquat s'étendait de la pointe Isabelique à l'embouchure de l'Artibonite.

3) **Le Xaragua** avait pour cacique Bohekyo et résidait à Maguana (actuelle ville de Léogâne). Ce caciquat comprenait l'Ouest et tout le prolongement du sud, depuis le cours de l'Artibonite jusqu'à la rivière de Neyba, qui le séparait du royaume du Centre.

4) **La Maguana**, au centre, embrassant toute l'espace de terrain compris entre l'Ozama et la rivière Neiba et forme le massif du Cibao. Le chef de ce royaume fut Caonabo qui résidait à Niti, aujourd'hui Saint Jean de la Maguana. Ce chef fut de race Caraïbe.

5) **Le Higüey**, à l'est, entre le Cap Raphael et l'embouchure de l'Ozama. Ce Caciquat eut pour capitale le village d'Higüey. Au moment de l'arrivée des Espagnols, le royaume fut dirigé par Cotubanama.

Cependant, outre ces cinq grands Caciquats ci-dessus énumérés, certains historiens en ont parlé d'un sixième, à savoir le territoire des Cygueyens confinant à la Magua, vers la baie de Samana. Ces Indiens d'origine caraïbe furent indépendants de leurs voisins et se donnaient des chefs particuliers.

En outre, en dessous de ces grandes divisions territoriales, il en existait des petits formants des sous-caciquats tributaires. Quant aux grands caciquats, ils furent indépendants les uns des autres, n'ayant entre eux d'autres liens que ceux d'amitié. Les caciques vécurent dans une parfaite entente jusqu'à l'arrivée des Espagnols. En majorité, ces Indiens firent pareil aux peaux cuivrées du bassin de l'Amazone, d'où leurs ancêtres furent venus.

La division administrative des Indiens de l'île d'Haïti s'apparente à celle de l'Espagne du VIII au XI siècle où furent constitués de petits royaumes chrétiens : Léon, Castelle, Navarre, Catalogne, Aragon.

Ces travaux de recherches scientifiques nous ont également permis d'établir une certaine comparaison entre la division administrative de l'île d'Haïti et celle de la partie de l'hémisphère occidental actuellement connue sous le nom de Mexique et d'Amérique centrale consistant en

une zone mesurant 4.000km de largeur et variant en largeur de 1.600 km qui relie entre elles les grandes masses continentales du nord et sud.

Cette partie de l'Amérique du Nord était politiquement et administrativement divisée en différentes tribus les unes indépendantes des autres.

Les Indiens d'Amérique semblent avoir appartenu, d'une façon tout au moins prédominante, à la branche mongolienne de la race humaine, leurs caractères physiques et mentaux sont comparables à ceux des habitants de l'Asie orientale. Les chinois témoignent d'une patience et d'une ténacité semblables aux leurs. Comme eux, ils incluent aux plaisirs simples et naturels, et sont biens doués pour les arts visuels, et disposés à créer des confédérations de villages semi-indépendants plutôt qu'un Etat fondé sur une conscience politique très nette. "La chine est peut-être un exemple de la sorte de civilisation à laquelle les mexicains seraient parvenus si leur développement n'avait pas été arrêté prématurément". (Histoire du Mexique par HENRY, Bamford Parkes, p21)

L'île d'Haïti et les conquistadors.

Quand, à la fin du XVe siècle, la soif de connaître et l'esprit d'aventure amenèrent sur les rives du Môle St Nicolas l'expédition de Christophe Colomb, le destin d'Haïti allait être définitivement marqué par les exigences d'une lutte sans fin pour l'indépendance et le maintien de la dignité. L'arrivée du navigateur génois et de ses compagnons, si elle confirmait la découverte d'un nouveau continent, marquait cette contrée jadis paisible et paradisiaque du sceau infâmant de l'esclavage et lui imposait le lourd fardeau de l'oppression humaine.

Ainsi donc, lorsque les trois célèbres caravelles abordèrent l'extrême pointe du Nord-Ouest d'Haïti, une nouvelle ère s'ouvrait pour cette partie des Antilles. (Bulletin du bureau National d'Ethnologie, numéro I, 1984)

C'est au fond d'une anse que les espagnols appelèrent "Conception" aujourd'hui "port de l'Ecu" qu'eut lieu le 12 décembre 1492, la cérémonie de prise de possession. Une croix solennelle fut dressée sur le rivage. (Abrégé d'Histoire d'Haïti, J. B, Dorsainvil)

Les notions de rapprochement des deux peuples.

De 1492 jusqu'en 1697, date de la passation de la partie occidentale de l'île sous l'empire de la France, en vertu du traité de Ryswick, l'île entière, dont la capitale, Saint Domingue, créée par le frère du célèbre navigateur, Bartholomé en 1496, fut dirigée par les Espagnoles. Pendant longtemps, Saint- Domingue fut le centre de la puissance espagnole en Amérique. On se rappelle que par sa bulle de 1493, le Pape Alexandre VI fit tirer une ligne fictive de démarcation d'un pôle à l'autre, partageant ainsi en deux parties l'espace qui se trouve entre les îles des Açores et celles du Cap Vert. Tout ce qui est situé au couchant devait appartenir à la couronne de castille et tout ce qu'on trouverait à son orient était concédé au roi du Portugal. Cependant, pour les autres peuples d'Europe, Anglais, Français, Hollandais, la décision papale ne revêt aucune importance. Il en résulte qu'en 1625, environ, des corsaires français s'établirent dans l'île de la tortue dont ils se servirent comme base d'attaque pour rançonner les galions qui s'en allaient vers la péninsule ibérique ; ils en firent également le point de départ d'incessantes incursions sur la grande terre d'en face dont ils accaparèrent la partie occidentale. Des lors, la possession de l'île d'Haïti surnommée Saint Domingue, fut partagée entre la France et Espagne, l'une au tiers occidental et l'autre aux deux tiers à l'orient.

Encore qu'elles eussent recouru au même genre d'exploitation dans leurs possessions respectives par l'emploi de la main d'œuvre servile, il y eut tout de même des différences dans les modalités d'application de cette méthode de travail, au point que dans l'une et dans l'autre colonie, il se produisit une différence de structure. Chez les Français, une application plus rigoureuse du régime de classe. Chez les Espagnols, une tendance à la noblesse et une nation plus accentuée des divers groupes ethniques. Il n'y avait donc que la population intensive à l'esclavage noir qui suscita au Saint Domingue français un développement de richesses agricoles considérables, tandis que Saint Domingue Espagnol déclina rapidement aussitôt la ruée vers l'or du Cibao qui eut raréfié le métal et eut converti l'ardeur des pionniers en de nobles tentatives de colonisation pastorale.

Cependant, de l'un et de l'autre côté d'une frontière indécise, la population indigène. Les Amérindiens ayant été à peu près anéantis par la soumission forcée aux exigences des envahisseurs, on somma l'appel à des éléments plus robustes, plus résistants pour accomplir l'œuvre de défrichement et d'exploitation. Ainsi se substitua à l'autochtone antillais, ce nouveau

venu, le Nègre qui s'adapta á son milieu de servitude, s'y intégra, s'y multiplia de façon étonnante, et ce fut, tout le long des siècles, le développement progressif du commerce, du bétail humain entre l'ancien et le nouveau continent. Le Nègre devint, outre Atlantique, la marchandise la plus achalandée parmi les trafiquants. L'Afrique se dépeupla en déversant des millions de ces fils sur l'Amérique ; voilà comment s'explique la présence des Nègres dans la plus petite partie de l'île d'Haïti. Ils sont les rejetons plus ou moins métissés de ceux qui, emmenés en servitude, défrichèrent, labourèrent,ensemencèrent cette terre d'Amérique et en firent un des coins les plus pittoresques de la planète. Là, la main de l'homme noir a transformé ce que la nature avait édifié dans la sauvage beauté de l'exubérance tropicale. (La République D'Haïti et la République Dominicaine, JEAN PRICE, Mars, Tome I).

La situation économique de la partie occidentale de l'île a l'époque de la colonisation française.

A l'époque de la révolution française, la France possédait dans les caraïbes des territoires peuplés majoritairement d'esclaves africains ou d'origine africaine. L'un de ces territoires était Saint Domingue, situé dans la portion orientale de l'île appelée Santo Domingo, que Christophe Colomb avait baptisé Hispaniola. Saint Domingue était la plus grande et la plus riche des colonies françaises en Amérique. En 1773, Saint Domingue produisait deux cent quarante millions de livres de sucre brut et noir, quatre-vingt-quatre millions de livres de café, plus de quatre millions de livre de coton, plus de cent cinquante mille livres d'indigo et d'autant de cacao, trente mille barils de miel et mille d'eau-de-vie ; à cette liste s'ajoutait "plus d'un sixième passant par contrebande (non comptabilisé par les impôts)". Antonio Sanchez VALVERDE, qui avait obtenu ces données d'un auteur français du nom de veuves (auteur de réflexions politiques sur le commerce), ajoute que les exportations de Saint Domingue procuraient à leurs producteurs, les maîtres des esclaves " près de vingt-cinq millions de livres tournois" en 1776, mais les commerçants qui vendaient en échange " plus de cent millions, laquelle masse d'argent, à la fin de l'année, cause dans l'univers d'immenses bénéfices et changements". En somme Sanchez Valverde assurait que Saint Domingue procurait à la France plus de richesses que l'Amérique espagnole tout entière à l'Espagne. (L'Amérique latine et la révolution française, Juan BOSCH, pp 95-96).

Ces données historiques nous ont permis de concevoir à quel point la partie occidentale de l'île, devenue Haïti, était prospère à l'époque, pourtant, avec le temps, elle s'est ravalée aux rangs des PMA ; d'ailleurs a écrit l'auteur susmentionné, c'était la colonie la plus prospère de toutes les caraïbes d'autant que sa production, en termes de richesses, dépassait celle de toute l'Amérique hispanique fusionnée. Reste maintenant à déterminer les différentes causes qui ont végété l'ancienne "perle des Antilles" dans la pénombre.

Une approche de la Révolution française nous a permis d'établir un rapprochement entre les deux parties de l'île. La mort de Louis XVI, survenue en 1793, sous la convention "Montagnarde" s'est révélée déterminante dans la prise de possession de l'île entière par la France. Rappelons que pendant tout le XVIIIe S, l'Espagne fut une alliée dépendante de la France dont elle avait copié le modèle administratif et avec laquelle elle avait renforcé ses liens en signant trois "pactes famille" successifs, qui l'avaient entraînée dans plusieurs conflits préjudiciables à ses propres intérêts. Cette dépendance de l'Espagne vis-à-vis de la France a été rompue suite à l'exécution du roi Louis XVI, grave incident qui incita Godoy, ministre tout puissant du roi Charles IV (1788- 1808), à déclarer la guerre à la convention vaincue, l'Espagne dut signer avec la France le traité de Bâle (1795), par lequel elle renonçait à la partie orientale de l'île de Saint Domingue.

En effet, en 1801, vu que toute l'attention de la métropole était abordée par la situation belliqueuse dans laquelle elle était engagée, c'est Toussaint Louverture, au nom de la France, qui alla entrer en possession de la partie orientale de l'île. Cet acte historique, posé par le général de l'armée indigène, n'a rien d'humiliant, au contraire, il a marqué un tournant dans la vie du peuple de la partie de l'Est qui vivait dans l'esclavage au moment où le premier des "noirs" proclama la liberté générale des esclaves. En outre, il fit naître dans cette partie de l'île le goût de la grande culture et de l'industrie alors que l'élevage des bestiaux et de la culture fruitière y étaient les principales occupations connues. En termes d'activité économique, Toussaint ouvrit les ports de Monte-Christi, Porto-Plata, Samana, Santo Domingo, Azua et Neyba au commerce extérieur, et fit frapper une monnaie à son effigie

Après la déportation de Toussaint Louverture et avec l'arrivée de Jean Jacques Dessalines au premier chef à la tête des insurgés, l'on s'acheminait vers une nouvelle réalité socio-politico-militaire : d'où, la lutte pour l'indépendance acquise au prix d'énormes sacrifices tant au plan de

ressources humaines qu'au plan matériel. L'indépendance une fois acquise, le pays était plongé dans une psychose de peur en témoigne la production littéraire de nos premiers poètes (Hymne à la liberté de Dupré), et le constant souci de nos dirigeants qui s'évertuaient à renforcer nos capacités militaires tant que la menace d'un retour des Français imprégnait notre psychique. Le gouverneur de la Jamaïque prévient Dessalines que tout bateau haïtien s'approchant à moins de cinq milles des côtes anglaises sera considéré comme pirate. La réponse de Dessalines était aussi vive : '' S'il en est ainsi, Haïti se transforme en un nid de pirates et ce, au détriment de la flotte anglaise''.

A l'Est de l'île, la présence de certains agents de l'ancienne métropole représentait une menace pour l'indépendance haïtienne ; Ferrand, commandant de Santiago, par manœuvre habile, avait usurpé le commandement de Santo Domingo à kerverseau. Haïti indépendante, Ferrand et les survivants de l'expédition de Leclerc ont tenté de définir une politique de force vis-à-vis du jeune Etat. Face à cette situation, Dessalines comprit qu'Haïti, pour sauvegarder son indépendance, ne devrait avoir que la mer pour frontière.

En termes des mesures de sureté intérieure, l'on s'attela un peu partout à construire des forts dans les montagnes. Christophe commença la construction de la citadelle, Geffrard : citadelle de Platon, Cangé : fort campan à Léogâne, Pétion : fort Jacques et Alexandre. Dessalines lui-même, à Marchand, édifia de nombreux forts. Sur le plan économique, la guerre de l'indépendance a complètement paralysé l'industrie de la colonie, et ravagé les plantations, voilà donc bon nombre de facteurs si l'on veut déterminer les origines du déclin économique de la partie occidentale de l'île.

L'usurpation du trône espagnol.

Comparativement aux possessions espagnoles en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, l'usurpation du trône espagnol par Joseph Bonaparte n'a pas été sans incidence dans la caraïbe insulaire, particulièrement dans la partie Est de l'île d'Haïti. En effet, les émigrés castillans qui, lors de la cession de cette colonie consentie à la France en 1795, avaient mieux aimé s'établir dans les autres possessions espagnoles antillaises de la cour de Madrid plutôt que d'accepter que le nouvel état des choses prit une part active à la fomentation des troubles insurrectionnelles dans cette partie de l'île.

Juan Sanchez Ramirez, dans la province de seybo, et Ciriaco Christobal Huber, dans celle d'Azua, regroupèrent des partisans et se soulevèrent contre la domination française en Octobre 1808. Ferrand tint tête à l'orage ; et tenta vainement de réduire les insurgés dans la province d'Azua ; ayant vaincu un contingent d'hommes commandé par le colonel Aussenac, les insurgés repoussèrent les assaillants et propagèrent le désordre dans le Cibao ; ayant été défait à palo Hincado dans la province de seybo, le 7 novembre 1808, le général Ferrand se suicida.

Aidés par les Anglais, les insurgés ont finalement pris le dessus des français qui capitulèrent le 7 juillet 1809. Ainsi, une nouvelle fois, la colonie orientale de Santo Domingo redevint possession espagnole en chassant les français en signe de solidarité avec le roi d'Espagne, Ferdinand VII.

Cette victoire des Dominicains semblerait avoir été profitable à la partie occidentale quand on sait que Pétion et Christophe s'étaient associés dans une certaine mesure aux leaders du mouvement insurrectionnel de l'Est. Conformément à leur commun idéal de voir l'île entière libérer de toute domination française, ils avaient prêté leur assistance, si modeste fut-elle, aux chefs du mouvement en escomptant que même si ceux-ci devaient garder encore leur statut de sujets d'une puissance, ce ne serait plus la France dont le voisinage sur un point quelconque du territoire eut été une menace à la sécurité haïtienne. Or, Christophe et Pétion mirent fusils et munition à la disposition des révoltés. Selon Dr Jean Price Mars, la République d'Haïti et la République Dominicaine, Tome I, Page 75, la traduction souligne que Juan Sanchez Ramirez avait des relations étroites avec Christophe qui l'incitait à rendre son pays indépendant ou à le rattacher à l'Etat d'Haïti.

La colonie languissait dans la stagnation coutumière, tandis qu'autour d'elle les autres communautés hispaniques du Nouveau-Monde qui comme elles. S'étaient dressées contre l'usurpation napoléonienne, frémissaient à l'appel des leaders tels que Simon Bolivar, Antonio José Sucre, José San Martin, Bernard O'higgins dont le plus haut idéal était incarné dans l'avènement à l'indépendance de nouvelles parties hispano-américaines.

Telle était l'impétuosité du courant qui, à ce moment- là et de ce côté-ci de l'Atlantique, entraînait les âmes d'élite vers l'idéologie séparatiste avec la métropole que malgré qu'il en fut, il se trouva à Santo Domingo, Nuñez de Caceres, qui rêva de faire de son pays une République indépendante.

Le 1^{er} décembre 1821, ce leader proclama l'indépendance de la République Dominicaine fédérée à la République Colombie. A l'époque, la communauté dominicaine paraissait si divisée qu'on se demandait s'il n'incombait pas à Jean Pierre Boyer d'étendre jusqu'à l'est cette chance providentielle qui avait réuni sous son administration les parties éparses. Dans cette perspective, il confia aux chefs d'escadron Charles Arrieu et Désir Dalmassy d'aller dans les régions frontalières prêcher la politique d'unification de l'île sous la bannière haïtienne. Ce procédé s'inscrit dans le cadre d'une propagande classique mise au point par un Etat qui juge utile d'attirer les habitants d'un territoire voisin à se joindre à ses nationaux pour former une même communauté quoi qu'il en fût, cette méthode se révéla féconde en résultats concrets. Elle était d'ailleurs favorisée par l'adhésion d'un certain nombre d'hommes sincères à réfléchir à l'idée que l'union de leur pays à la République d'Haïti était la seule solution la plus pratique des problèmes auxquels était confronté alors la partie de l'Est, celle-ci vivait, en effet, dans une situation confuse tant au point de vue politique qu'économique.

Les Haïtiens, à quelque catégorie sociale ou intellectuelle qu'ils appartiennent, affirment avec une égale obstination que le président Boyer, en procédant à la réunion de la partie de l'Est au reste du pays n'a fait qu'obéir à l'appel des populations de cette région qui, par l'organe de leurs leaders ou leurs junte, avaient exprimé leurs désirs de vivre en une seule communauté politique avec la République d'Haïti.

Cette unification, fort souvent désignée sous l'appellation " Occupation", a duré vingt-deux ans, soit de 1821 à 1843, année de la chute du président Jean Pierre Boyer.

C'est au cours de cette période, 1825, que s'est produit dans l'histoire du pays, Haïti, un malheureux épisode qui semblerait avoir beaucoup pesé sur l'avenir économique de la nation Haïtienne ; il s'agit de l'ordonnance du roi Charles X par laquelle La France a officiellement admis que son ancienne colonie de Saint Domingue est devenue un Etat libre et indépendant, connu désormais sous la dénomination ; République d'Haïti. Dans l'ordonnance qui devait être remise au président de la République, il a été stipulé :

“ Charles, par la grâce de Dieu,

Roi de France et de Navarre,

à tous présents et avenir salut''.

Voulant pourvoir à ce que réclament l'intérêt du commerce français, les malheurs des anciens colons de Saint Domingue, et l'état précaire des habitants actuels de cette île, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article 1^{er} : les ports de la partie française de Saint Domingue seront ouverts au commerce de toutes les nations. Les droits perçus dans ces ports, soit sur les navires, soit sur les marchandises, tant à l'entrée qu'à la sortie, seront égaux et uniformes pour tous les pavillons excepté les pavillons français en faveur desquels ces droits seront réduits de moitié.

Article 2 : les habitants actuels de la partie française verseront à la caisse des dépôts et consignations de France, en cinq termes égaux, d'année en année, le premier échéant le 31 décembre 1825, la somme de cent cinquante millions de francs, destinée à dédommager les anciens colons qui réclameront une indemnité.

Il est évident que payer la reconnaissance de l'indépendance nationale à un tel prix ne ferait que paupériser le pays dont une bonne partie des installations industrielles et techniques ainsi que les ressources économiques avait été détruite lors de la guerre de l'indépendance.

Pour mieux appréhender la problématique du phénomène de l'immigration haïtienne, il nous convient d'établir les facteurs ou déterminants et de choisir, comme modes d'actions, dans le cadre de la sociologie dynamique, des modèles socio-économiques de trois sociétés différentes, athénienne du VIII^e siècle avant J.C, marquée par une crise agraire, Chilienne des années vingt du XX^e siècle caractérisée par un choix économique et imprégnée d'une modernité politique, et enfin la société Cubaine de Fidel Castro marquée par un idéal de justice et de progrès, pour dégager une hypothèse dans son livre : *Réflexions divers sur Haïti*, et sous-titre : *La misère de la richesse*, théoricien haïtien, Demesvar Delorme, a écrit : Après les longues luttes qui ont eu pour issue le triomphe des droits de l'opprimé sur cette terre enrichie par son travail, la guerre de l'indépendance et les dissensions civiles qui virent après virent graduellement diminuer les richesses agricoles de ce pays de la caraïbe insulaire, richesses qui faisaient l'administration de l'Amérique et de l'Europe. Il appartenait aux autorités constituées du pays de ramener de suite la production de ce sol exceptionnellement doué au point où elle en était arrivée au moment de la Révolution. C'était pour les différentes ou subséquentes administrations de la République un

devoir pressant, le premier et...de plus impérieux de leurs devoirs, d'atteindre en hâte et de dépasser l'ancienne prospérité de la colonie de Saint-Domingue. Selon l'auteur, l'indépendance n'avait pas seulement pour but, pour les citoyens de ce pays, de se gouverner par leurs propres lois mais aussi de créer sur cette prodigieuse une civilisation fertilisée et ennoblie par la liberté. C'était là, la pensée de ces hommes vaillants et généreux qui venaient de combattre en vrai héros pour donner cette patrie. Ils avaient pour objet, en rependant leur sang sur les champs de bataille, d'élever à leur race un monument dans les Antilles. "Il faudrait deux choses aux successeurs des fondateurs de l'indépendance d'Haïti pour concrétiser un tel objectif",

A) l'intelligence, b) l'intention ;

Telles sont deux conditions qui se sont révélées inséparables. en réalité, ce n'est pas l'intelligence qui manque aux Haïtiens dans leur gouvernement dans la mesure où le peuple haïtien a eu souvent au niveau de l'administration des esprits clairvoyants mais toujours exclusivement préoccupés de controverses, de droit public au détriment de la question vitale qu'il y a à poursuivre en Haïti : la production agricole, deuxièmement, la question de la production du sol est souvent reléguée au second plan par les autorités du pays pour ne s'occuper que du soin de se maintenir au pouvoir, tel fut le cas de l'administration de Jean Pierre Boyer. Cette présidence a été exempte de guerre civile.

La plus grande lacune de cette administration est de n'avoir jamais pensé à intéresser le peuple au travail. Il s'agirait de sortir de la routine, de recourir à des procédés d'exploitation, plus efficaces que ceux de l'ancien régime d'autant que la plupart des peuples qui nous avoisinent s'en sont servis chaque jour renouvelés et perfectionnés par la science agronomique.

Au cours des années soixante, du vingtième siècle, la crise économique n'était pas moins grave en République Dominicaine ; des mesures draconiennes d'austérité permirent de réduire le déficit escompté de la balance de paiement (12 millions au lieu de 45 millions prévus). La dette publique interne fut également réduite dans des proportions assez importantes.

En 1967, 90% des 40 millions de dollars attribués en tant que " subvention d'urgence" furent injectés dans l'agriculture et les travaux publics. Washington accepte en conséquence une augmentation du " quota" de vente de sucre dominicain sur le marché des Etats-Unis (600 000

tonnes pour la récolte de 1967). C'est ainsi que les ventes de sucre devaient faire entrer 7 millions de dollars dans les caisses du trésor public en 1968. Que de s'investir dans une politique agricole qui serait mise en valeur par le pouvoir en place, au contraire, chaque semaine, a-t-on constaté, au cours de l'année 1968, de nouvelles vagues, les paysans sans ressources viennent du fond de leurs campagnes pour grossir ce flot qui déferlait, en rangs servis, sur l'avenue Dessalines.

La subsistance était impossible à ces misérables paysans accrochés à de minuscules carrés de terrain au flanc de mornes ou dans les plaines marécageuses. En outre, une grande partie du sol est occupée par des montagnes et des collines érodées, déboisées et ravinées par des pluies. Les surfaces propres aux cultures sont réduites à leur plus simple expression. Avec 1602 habitants au kilomètre carré en 1967, Haïti possédait juste avant la République du Salvador le record peu enviable d'être le pays à la population la plus dense de toute l'Amérique latine, alors qu'en 2011 la population s'amplifie.

Pour illustrer cette parenthèse insolite qu'est Haïti dans l'hémisphère occidentale, la moitié des agriculteurs disposent de moins d'un hectare pour assurer la subsistance de leur famille alors que le minimum considéré comme indispensable dans ces régions est de 7 hectares.

Selon Marcel Niedergang, dans son livre : "les vingt de l'Amérique latine, tome III, page 157, Haïti n'a même pas la ressource virtuelle d'une réforme agraire radicale pour sortir de l'impasse". Il ne s'agit pas de déposséder pour redistribuer, écrit l'auteur, mais au contraire de remembrer et de mécaniser. La surpopulation est due avant tout au chômage total ou partiel de plus d'un million de petits paysans et d'ouvriers agricoles sans terre. Les différents gouvernements qui se sont succédé à Port-au-Prince, depuis l'indépendance, le gouvernement de Duvalier ainsi que les différents régimes de "Lavalas" ne font pas exception malgré leur apologie de masse, ne se sont guère préoccupés de cette situation.

Tel qu'il est signalé ci-dessus, le cas d'Haïti, dans l'histoire universelle n'est pas singulier. Au VIII^e siècle avant J.C, de nombreux Grecs, par manque de terres, immigrèrent sur tout le pourtour de la méditerranée, les cotes de l'Italie du Sud et de la Sicile, sur les bords de la mer noire et les cotes de l'actuelle Turquie ; à cette période, à Athènes, le pouvoir était au mains des

propriétaires qui possédaient des terres et les troupeaux, au plan politique, ce sont eux qui éalisaient parmi eux les archontes, c'est-à-dire, les plus hauts magistrats de la cité.

Aussi, comme toutes les cités grecques, Athènes souffrait- elle de l'accroissement de la population et de l'inégale répartition des terres qui condamnaient les petits paysans à l'endettement et à la misère. Cependant, vers 624 ou 621 avant J.C, avec la reforme de Dracon, un législateur qui aurait établi des lois écrites les mêmes pour tous, la justice échappait au seul pouvoir des aristocrates.

Elu Archonte en 594, abolissait les dettes qui pesaient sur les paysans et interdit que quiconque puisse réduire en esclavage l'un de ses concitoyens pour dettes.

Chili de 1920 à 1950

Selon une formule de Pierre Chanu, Chili fut une colonie par reflet qui recelait moins de richesses rapidement exploitables par la puissance coloniale espagnole dont il en vint dépendre directement moins que du vice-royaume du Pérou.

Ce simple coup de projecteur nous a permis de concevoir á quel point ce petit pays de l'Amérique du Sud était moins important en termes de ressources naturelles. Même après l'indépendance acquise vis-à-vis de l'Espagne, et au fil d'une subordination économique croissante aux dépends de l'Angleterre, la Société Chilienne se trouva aux prises avec les dynamiques propres de ce qu'on devait appeler le capitalisme dépendant. Pourtant, á partir des années 20 et á la faveur d'un nouveau contexte international marqué par le desserrement des liens de dépendance, ces traditionnelles règles du jeu se modifièrent de fond en comble. Aux côtés de l'exportation agro-minérale put se développer un substantiel processus d'industrialisation par substitution des importations et dans son sillage prit essor, en même temps d'ailleurs que croissait le prolétariat et déclaraient les latifundistes, une bourgeoisie industrielle qui finit temporairement par s'imposer. Effet, se mit en place progressivement un nouveau " bloc de pouvoir" reposant cette fois-ci sur une alliance entre la bourgeoisie industrielle, les classes moyennes et, de manière subordonnée, quelques secteurs de prolétariat.

En dehors de toute exclusivité, ce nouveau " bloc au pouvoir" chercha à expérimenter une politique d'intégration partielle et de négociation. A partir de cette politique menée par ce

nouveau bloc, on a pu voir se développer au Chili un ‘‘Etat de compromis’’ c'est-à-dire, redistribuer de la rente. Dès lors se succédèrent au pouvoir non seulement des personnalités aux allures populistes voire socialistes (Arturo Alexandrie 1920-1924 ; Carlos Ibañez, 1927-1931 ; Marmaduke Grove, 1932), mais encore des représentants d'authentiques fronts populaires (Aguirre Cerda, 1938-1942) qui tous tentèrent d'intégrer dans leurs politiques, avec plus ou moins de bonheur d'ailleurs, quelques-unes des aspirations traditionnelles du peuple d'en bas. Pas étonnant qu'on ait assisté pendant cette période à un lent processus de démocratisation de la société tout comme à l'institutionnalisation et au renforcement du mouvement ouvrier et populaire.

Ce mouvement des années 20 du nouveau ‘‘ bloc au pouvoir’’ doit s'inscrire dans le cadre de la modernité suivant une approche de sociologie politique. Deux théoriciens classiques en la matière, Jean Pierre et Jean Pierre Mounier, ont admis que le système économique ne peut se développer que si les structures sociales évoluent. Selon eux la modernisation politique est une condition de la modernisation économique.

Cuba de l'indépendance à la révolution socialiste

Sous le titre : de la décolonisation politique à la décolonisation économique, Jean Rous, dans ‘‘ Tiers Monde-Reforme et Révolution’’ page 83 a écrit : l'indépendance n'est pas la décolonisation, l'auteur a cité le cas de pays indépendants qui ne sont pas décolonisés ; le plus typique est celui d'Haïti. La même constatation peut-être formulée dans la distinction entre l'indépendance politique et l'indépendance économique. Dans cette lignée, Jean Rous a fait implicitement allusion à certains pays qui souffrent d'un défaut d'exercice de l'indépendance politique. Cuba sous l'empire de l'amendement Platt est exemplaire. L'un des obstacles à l'exercice de l'indépendance est l'assistance. Des essais en contestent l'utilité et prétendent même qu'elle n'est qu'un exutoire commode pour les pays riches.

Rous a même cité Che Guevara, non suspect de réformisme, qui disait en 1965 que l'assistance technique était en principe nécessaire mais qu'elle devrait être exemplaire.

A un moment où la grande masse des paysans d'Amérique latine vit dans des conditions précaires et parfois même infrahumaines ; où les plaies du latifundio, l'analphabétisme, l'oppression, les systèmes d'exploitation féodaux, la faim, une mortalité galopante, le sous-

développement culturel étaient monnaie courante ; ces réalités volontaires minimisées par les dirigeants offrent théoriquement un terrain exceptionnellement favorable à la propagation du castrisme né d'une protestation idéaliste et forcenée contre l'injustice et la corruption. Dans un discours prononcé le 16 octobre 1953, à Santiago de Cuba, Fidel Castro a cité six points pour la solution desquels son équipe aurait pris des décisions immédiates en même temps que pour la restauration des libertés publiques et de la démocratie politique. Ces six points ou problèmes sont : la terre, l'Industrialisation, la construction, le chômage, l'éducation et la santé.

A l'époque 85 % des petits fermiers de Cuba payaient un loyer et vivaient sous la menace constante d'être dépossédés de la terre qu'ils cultivent ; plus de la moitié des meilleures terres appartiennent aux Etrangers. Dans la province d'Orient, la plus vaste des provinces cubaines, les terres de l'United Fruit Cie et de la West Indies Cie s'étendaient de la côte Nord à la côte Sud. Il y avait deux cents mille familles paysannes qui ne possédaient pas un lopin de terre où planter un potager aux besoins de subsistance de leurs affamés. La grandeur et la prospérité du pays sont liées à la santé et à la vigueur des paysans qui aiment la terre et savent la cultiver à condition d'être encadrés par un Etat capable de les guider et de les protéger.

A Cuba, un an seulement après le triomphe de la révolution, l'on comptait plus de 600 coopératives agricoles disposant de "magasins du peuple" où les paysans pouvaient acheter les produits indispensables à des prix modiques. Des générations d'ingénieurs agronomes et des chefs de chantiers agricoles étaient formés dans les nouvelles universités technologiques alors que l'école Camilo Cienfuegos, du pied de la Sierra Maestra, accueillait les fils de Guajiros, les paysans cubains sans espérance et sans terre de la période pré - révolutionnaire.

Aucun des trois voire des quatre pays cités en exemple ne fait partie du G20, cependant, l'on ne saurait oublier que les nations développées sont passées par de longues périodes de crises avant de connaître la plénitude nationale, il en est de même pour Athènes, Chili, Cuba, République Dominicaine.

Après toutes ses histoires parlons maintenant de la situation des Haïtiens dans les bateys durant les années 2005-2010, d'où le point central de notre sujet.

Comment s'organisent-ils pour se rendre vers les bateys ?

Au moment où les autorités des sucreries ont lancé l'ordre de l'embauchage, les passeurs (ceux qui font passer clandestinement une frontière) partent en quête de bras. Ils se dirigent directement dans des régions où traditionnellement de nombreux paysans participent à des zafras précédentes. Les fixés un rendez-vous aux intéressés à des endroits généralement bien connus et les rappellent la somme d'argent qu'ils doivent payer pour le voyage. A la date convenue, tous les candidats sont réunis et sont invités à monter dans un camion qui les ramènera à la frontière. Lorsque le convoi arrive au point prévu pour traverser la ligne frontalière, delà il y a un passeur dominicain qui les attend et puis ils se retirent tranquillement. Le passeur dominicain s'occupe de mener le groupe à un endroit plus retiré où ils doivent attendre les véhicules qui devront les acheminer jusqu'au lieu de travail.

Comme ça il y a des modalités à respecter en arrivant à la frontière. D'abord il faut savoir que la migration clandestine représente une source importante de revenus pour les trafiquants haïtiens et dominicains. Il s'agit d'un trafic bien organisé et bien équipé, dans lesquels sont mêlés des membres de l'armée dominicaine. Généralement, le passage de la frontière se réalise en cachette, à des points pas trop éloignés des frontières officielles ou des postes militaires dominicaines. Pour ne pas attirer l'attention, les immigrants empruntent le sentier le plus inaccessible. Les groupes qui arrivent le matin sont obligés d'attendre la tombée de la nuit dans les taillis avant de continuer le voyage, parfois sans possibilité de manger ni de boire.

Ils ne voyagent pas dans de bonnes conditions, d'ailleurs, de nombreuses personnes sont entassées comme des sardines dans des véhicules qui souvent ne présentent pas les conditions minimales pour réaliser un voyage aussi long, le trajet de la frontière jusqu'aux bateys de la région barahona est de 80 km. Dans des véhicules où peuvent s'installer cinquante personnes, sont entassés jusqu'à 100. Bien souvent, le chauffeur refuse de s'arrêter pour permettre aux passagers de satisfaire leurs besoins physiologiques. A leur arriver, les Haïtiens sont parqués dans des bateys sorte de campements de travail qui s'apparentent plus à des bidonvilles qu'à des villages ouvriers logés dans des aloyols (petite maisonnette de bois et de tôles) une famille de 5 ou 6 personnes doit surmonter la promiscuité, le manque d'hygiène (pas de toilettes, d'égouts, d'eau courante et les infections (malaria, diarrhée, tuberculose, V.I.H) or la gratuité de logement empêche toute forme de plainte en plus ils subissent toutes sortes de violence.

Qui pis ait, le 1^{er} janvier 2005, le président Dominicain a lancé une opération dénommée *Vaquero* (Cowboy), pour contrôler l'entrée illégale des Haïtiens sur son territoire, d'où il a placé un cordon de soldats sur tout le long de la frontière pour traquer les immigrés. Cette opération a causé 25 Haïtiens morts d'asphyxie le 10 janvier 2005, pris au piège dans un camion poursuivi par la police dominicaine. Douze jours plus tard dans la ville de Guerra, après un incident au

cours duquel un sergent de l'armée de l'air a été tué par un policier, un groupe d'homme lourdement armé a dévasté 27 maisons d'immigrés Haïtiens et de Dominicains noirs et a tenté de brûler un bébé vivant. Une semaine plus tard, les maisons haïtiennes furent réduites en cendres à Moca selon Alter Presse. Toujours selon l'ater presse, le 16 mai. 05, en plus des rapatriements massifs, certains d'entre eux ont été tués, ce qu'a bouleversé la situation dans la zone nord la République Dominicaine, au cour de ce même moi, la presse dominicaine a rapporté que 3 Haïtiens ont été tués par balles par des inconnus toujours au nord de la République Dominicaine. Selon la presse dominicaine le dernier cas remonte au 13 mai, dans la ville de Santiago. Aupar avant, les cadavres de 2 Haïtiens tués par balles ont été retrouvés dans la localité de Don Pedro. Environ 2000 personnes ont été rapatriées par la frontière nord-est de Dajabon / Ouanaminthe, selon des estimations du bureau central de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTAH). Selon un décompte effectué par un organisme des droits de l'homme présent sur la frontière, Seulement le 13 mai, plus de 900 personnes, dont 370 enfants et 321 femmes ont été rapatriées, selon un décompte effectué par des organismes de défense des droits humains présents sur la frontière. Le 22 septembre 2005, Iliana Magolé Pierre, une fillette de 7 ans, a été violée et torturée à mort : ses agresseurs lui ont crevé les yeux et arraché deux membres. Son corps mutilé a été retrouvé dans une rizière à Esperanza dans la zone de Mao, au nord de la République Dominicaine. Selon El Caribe et MUDHA.

Alors qu'on retrouve la migration haïtienne dans divers secteurs notamment dans la construction et l'agriculture. Cette forte proportion est constituée en majorité de sans-papiers. Pourtant, selon les lois dominicaines sur le travail, dans n'importe quel domaine, il faut 80 % d'employés dominicains contre 20 % d'étrangers. Cependant, la réalité est qu'il y a 85 % d'Haïtiens dans le seul secteur de la construction. Dans d'autres secteurs et même dans le foyer, il y a un nombre de plus en plus grandissant de travailleurs domestiques haïtiens. Pour la production sucrière, il y a plus de 13 000 à 15 000 coupeurs de canne aujourd'hui dans les différentes usines. Selon le consul du Barahona Edwine, paraison (journal le matin). Voila que les Haïtiens arrivent pas à vivre en toute tranquillité, prenons le cas de Carlos Nérilus, ceci est extrêmement grave. Pourquoi ? Parce qu'un groupe de civils l'ont enlevé à Barahona. Selon le journal dominicain Listin Diario, qui a été le premier à relater l'information, on l'a emmené voir au quartier populaire de Buenos Aires, le cadavre d'un Dominicain qui aurait été tué par un Haïtien, la veille du 2 mai. S'en suivent torturés, bastonnades jusqu'à la décapitation au carrefour de la rue 13 et 3, en présence d'une foule en liesse, avec l'esprit qu'on avait mis la main sur le meurtrier. Cependant, jusqu'à date, il n'y a pas d'indices qui prouvent la responsabilité de Carlos Nérilus dans la décapitation de Francisco Pascual, selon Listin Diario. D'un autre côté, il y avait des jeunes qui filmaient la scène à l'aide de téléphones portables et les images circulaient sur le web. Suite à l'effervescence que la décapitation, précédée de tortures de notre compatriote, a suscitée tant dans les médias haïtiens que dominicains et, pour soigner l'image du pays à l'étranger, la police dominicaine se trouve dans l'obligation d'envoyer des signaux très clairs aux groupes extrémistes. Pourtant jusqu'à date rien ne se fait pour donner justice à la famille de Carlos Nerilus. Suite à ces actes barbare, il avait un père catholique d'origine Belge (Père Pedro

Ruquoy) qui défendait les ressortissants était obligé de laisser le pays suite à des menaces de toutes sortes de la part de la classe bourgeoise dominicain. Malgré tout, ils subissent toute sortes d'injustice, d'humiliations, ils sont maltraite, vilipendés, violés, volés. Prenons une liste non exhaustive des haïtiennes victimes par les militaires et les civiles dominicains pendant seulement quatre mois.

2 janvier 2009 : Dans la Communauté « La Cumbre », Esperanza (tout près de Santiago), des inconnus tuent d'une balle à la tête, Luc Georges, un Haïtien âgé de 36 ans (**Source almomento.net**);

14 janvier 2009 : Un jeune Haïtien de 20 ans, Schilchild Pierre, est décédé à l'hôpital de Santiago suite à des blessures par balles reçues de la part du Corps Spécialisé de Sécurité Frontalière (CESFRONT **Source almomento.net**) ;

19 janvier 2009 : Un Haïtien de 30 à 35 d'âge est tué par un garde privé de plusieurs balles à la Vega. La victime est accusée d'avoir tenté de pénétrer dans un poulailler (**Source : El Nacional**)

21 janvier 2009 : Des inconnus tuent par balles Candido Felix, un Haïtien de 42 ans à Tamarindo (Est Santo Domingo) lors d'une prétendue attaque contre un colmado (magasin de provisions alimentaires) (**Sources : Hoy**) ;

31 janvier 2009 : Solidarité Frontalière, une organisation du Service Jésuite aux Réfugiés et aux Migrants (SJRM) lance un cri d'alerte après avoir accueilli à la frontière un Haïtien grièvement blessé qui affirme avoir échappé à une tuerie dans la zone de Santiago de Rodriguez, dans laquelle aurait péri trois des personnes qui l'accompagnaient. Selon le survivant, les Haïtiens ont été assassinés à coups de machette au moment où ils tentaient d'entrer clandestinement en République Dominicaine. Ils répondraient aux prénoms suivants : Elie, Monarque et Arnaquez. Le blessé a été transporté dans un hôpital au Cap-Haïtien, mais Solidarité Frontalière n'a pas pu vérifier l'endroit où seraient enterrés les trois cadavres (**Source : Service de Communication Solidarité Frontalière**) ;

4 février 2009 : Plus de 3,000 ressortissants haïtiens en République Dominicaine ont dû abandonner leurs zones de résidence sous la menace de leurs voisins dominicains qui les accusent d'être les auteurs d'actes délictueux dans la zone. Cela s'est passé dans le Secteur Sud de la province de Santiago (**Source 7 dias**)

12 février 2009 : Jean Pool D., journaliste haïtien exilé en République Dominicaine, affirme avoir été battu par des Dominicains pour avoir déclaré dans une émission de radio que le Meringué a vu le jour en Haïti. Le journaliste indique qu'il avait été intercepté par plusieurs Dominicains immédiatement après avoir laissé la radio. Ces derniers lui ont reproché de dénigrer la culture dominicaine, lui a craché au visage avant de le passer à tabac.

13 février 2009 : Franklin Espani, un Haïtien âgé de 19 ans est abattu de deux balles par une patrouille de la police dominicaine. La victime est accusée de vols répétés et de détention illégale d'armes à feu et d'avoir échangé des tirs avec la Police (**Source : El Nacional**).

17 février 2009 : Deux Haïtiens sont sauvagement battus à coup de crosses de fusils par un soldat du Corps Spécialisé de la Frontière(CESFRONT) **Source : El nuevo Diario** ;

23 février 2009 : Le cadavre d'un Haïtien, Dulca Pierre, 52 ans a été retrouvé à Piedra Blanca, non loin de Dajabon par la Police dominicaine. Ce dernier serait un trafiquant de personnes. Selon les déclarations de l'institution policière, il aurait laissé Haïti pour échapper aux menaces de plusieurs personnes qu'il aurait escroquées. (**Source :El Nuevo Diario**) ;

25 Février 2009 : Freddy Batista, un Haïtien de 43 ans, est blessé par balles par le capitaine de la Police Nationale Dominicaine, Hector Bienvenido Urbáez. Selon une note de la police dominicaine, le policier a tiré en légitime défense.(**Source : Listin Diario**) ;

25 février 2009 : Plus d'une centaine d'Haïtiens/nes ont fui Higüey, une zone touristique à l'est de la République Dominicaine pour éviter d'être agressés par des habitants de La Ceiba et de El Salado qui voulaient se venger suite à l'agression dont aurait été victime un chauffeur dominicain par des Haïtiens (**Source : El Nacional**) ;

5 mars 2009 : Le cadavre écartelé d'un jeune Haïtien de 24 ans, Jackie Emmanuel, a été retrouvé dans un terrain vide à Higüey. Selon des sources proches de la police dominicaine, l'haïtien aurait été assassiné par ses compatriotes (**Source : El Nacional**);

9 mars 2009 : Milot Lapointe, professeur à l'Université Autonome de Santo Domingo(UASD) et commerçant a été assassiné sur la route de Santiago par des inconnus qui ont stoppé sa voiture et l'ont criblé de balles (**Sources : El Nacional**).

26 mars 2009 : Gertrudis Montero, une Haïtienne de 38 ans a été tuée par balles pendant qu'elle voyageait à bord d'une motocyclette avec son fils et son époux près de la commune de Santa Rosa, à Bani.(**Source : Almomento**) ;

27 mars 2009 : Un pasteur haïtien, Denis Fellicier, a été tué à coups de couteau par un jeune dominicain de 18, Gonzalez Perez, aux abords de l'Eglise de Villa Mella, banlieue de Santo Domingo (**Source : El Nacional**);

Avril 2009

1er Avril 2009 : Une mère haïtienne et son fils ont été retrouvés étranglés à l'intérieur de leur résidence à l'est de Santo Domingo. Les victimes répondaient aux noms de Cristina Désir, 46 ans et Christian Désir, 12 ans (**Source : El Nacional**) ;

3 avril 2009: Le cadavre d'un haïtien préalablement étranglé à l'aide d'une corde par des inconnus a été retrouvé dans les eaux de la station balnéaire Cano Copey à Montecristi. Un

médecin légiste qui a examiné le corps a certifié que la personne est morte par asphyxie, suite à la strangulation.

7 avril 2009 : des agents de la migration dominicaine ont brutalisé une quarantaine de ressortissants-**Source : Réseau Frontalier Jeannot Succès**).

14 avril 2009 : Un Haïtien de 20 ans, a été lapidé sur le chemin menant à une ferme dans la commune de Neiba (Zone Barahona, Sud de la République Dominicaine)

15 avril 2009 : Trois haïtiens et un dominicain ont été blessés par balles et à l'arme blanche et une maison incendiée au cours d'une querelle qui a éclaté entre les deux groupes. Les blessés ont été transportés d'urgence à l'hôpital (**Source : www.almomento.**).

25 avril 2009 : L'Haïtien Romane Noel, a été tué d'une balle à la tête par Pablo Jaquez, un sergent de la police touristique dominicaine, dans la zone de Cabaret. Le policier arrêté justifie son acte par le fait que l'Haïtien l'aurait passé en dérision.

Alors, depuis plus de deux siècles, la misère, le chômage, sont sans doute devenu un enfer terrestre préparé pour les malheureux, mal nourri, mal vêtus, sans assistance socioéconomique réelle, l'éducation, la sante, l'infrastructure, la justice, les droits économiques et sociaux sont jusqu'à présent, un rêve pour bon nombre de paysans évoluant dans le chômage en majorité dans les milieux rural. Ses paysans là sont en dehors de toutes les questions relatives au bien-être économiques et social. Pour se mettre un peu à l'abri et sauver leur peau de l'atrocité de la pauvreté, des paysans en masse on fait choix qui leur semble bon en laissant le pays pour aller immigrer en République Dominicaine et en plus d'une manière illégale. D'où le phénomène de la migration et engendré par la situation alarmante et insupportable des pauvres haïtiens qui veulent fuir et a fui, car le pays n'offrant certainement pas à ce dernier un cadre de vie attrayant pour sa prospérité socioéconomique véritable. Etant donné qu'ils n'ont aucune preuve d'identité, aucun papier légal, ils doivent entrer dans le pays de façon illégale. Ils utilisent des réseaux organisés de passeur et buscones (trafiquant haïtiens et dominicains) qui leur font miroiter des emplois illusoires et leur demandent des sommes exorbitantes pour leur faire passer la frontière. Les conditions d'exploitation des terres et surtout la rareté des pluies jouant de tout coin, contre le paysan, travailleur de terre. Déplus, durant les quatre saisons de l'années, si toutefois le paysan arrive difficilement à réussir une récolte par la faveur de pluies pendant une saison, il passera les trois autres non fertiles dans la sécheresse, disette, la famine, la misère. C'est pour cette raison, il est obligé de vendre les petits produits qu'ils produisent a des prix assez vils et dérisoires aux spéculateurs qui les revendront a des prix exorbitants. En analysant ces pays après leurs

indépendances, Cuba, Chili, Mexique et la situation socio-économique, la misère, le chômage, l'analphabétisme, l'instabilité politique qui ronge notre pays, il nous revient à poser cette question ; toutes ces cités, pour parvenir à leur stade actuel de progrès socio – économique, n'ont-elles pas régenté leur politique agricole tant en renforçant leur capacité de productions ? Et n'est-ce pas tous ces éléments qui poussent les Haïtiens à immigrer illégalement vers la République Dominicaine ?

1.7- Hypothèse

L'endémie chronique de la situation Socio-économique du pays trouve son explication à partir d'une crise agraire et d'une sous- production, ainsi l'immigration illégale vers la République Dominicaine influence la situation des Haïtiens dans les bateys, le cas de batey de barahona.

1.8- Justification

Notre sujet de mémoire ne tombe pas du ciel, le choix de notre sujet connaît bien des motivations. Ainsi, deux raisons soutiennent ce choix. Le premier est d'origine livresque. En ce sens, le livre écrit par le groupe d'appui pour le rapatrier (GAR), intitulé les braceros (2003-2005) nous a inspiré en grande partie cette recherche, (L'auteur à présenter tous les mauvais traitements subissent Haïtiens dans les bateys de Barahona) il avançait en expliquant la façon dont le Haïtiens s'organisaient pour immigrer d'une manière illégale en République-Dominicaine. C'est ainsi, des questions pertinentes s'imposent : pourquoi les Haïtiens ont-ils laissé leur pays pour s'immigrer illégalement en République Dominicaine, malgré les mauvais traitements, préfèrent vivre en République-Dominicaine au lieu de retourner en Haïti ?

Le deuxième est strictement d'ordre **économico -politique**. Il y a une interconnexion entre les différents domaines de la vie. La pauvreté, qui se traduit par la faiblesse de l'économie d'un pays tant au niveau des cellules familiales pauvre, qu'au niveau "macro "ainsi que par la répartition inégale, injuste des richesses nationales et par l'insatisfaction des besoins socioéconomiques de la population, elle ne reste pas sans effet sur la politique globale de l'Etat. D'ailleurs, prenons les cas d'Haïti, les représentants officiels de l'Etat haïtiens, les dirigeants du pays témoignent souvent qu'en raison , de la pauvreté et de la faiblesse de l'économie haïtienne ,ils n'ont toujours pas le moyens pour mener une politique adaptée aux différents besoin de la population en matière de santé, d'éducation ,de logement, d'électricité et d'infrastructures. La pauvreté ou le marasme économique que connaît le pays hier et même aujourd'hui, entraîne une faillite remarquable des institutions Etatiques. C'est en sens que Jean Renaud a dit dans son livre intitulé la vie dans les cités à la page 37 "les pauvres restent pauvres parce qu'ils n'ont personne pour les défendre.

1.9- Cadre théorique

Une théorie est un ensemble de raisonnements logiques permettant de rendre compte d'un certain nombre de problèmes et d'en prédire d'autres. Nous situons ce travail de recherches scientifiques dans un cadre d'analyse ayant pour référence spécifique, la théorie de Moscovici sur la représentation sociale.

1.9.1- Théorie des représentations sociales

La théorie des représentations sociales comporte une valeur heuristique qui réside dans ce qu'elle pose différemment les liens entre le social et le sujet. Avec cette approche, l'attention se porte désormais sur une construction d'ensemble où sujet et objet sont présents et que l'univers intérieur et extérieur de l'individu demeure sans coupure (Moscovici, 1969, p.9). L'orientation des comportements ne repose plus seulement sur des éléments subjectifs ou contentieux mais bien sur des liens présents entre les représentations que l'individu construit autour de l'objet.

Car un l'objet n'existe pas pour lui-même. Il existe pour un individu ou un groupe et par rapport à eux (Abric, 1994a, p.12)

La valeur heuristique de la notion de représentation sociale et le rôle qu'elle joue dans la compréhension des phénomènes sociaux s'illustrent tant par le nombre d'études et d'articles scientifiques traitant des différents domaines dont elle permet aujourd'hui le développement. Par ailleurs, si cette notion s'inspire principalement de sociologie des formes symboliques et des productions mentales collectives instituées par Mead(1934) et Mauss(1950) , son fondateur demeure toutefois Serge Moscovici (1961,1969) Qui en renouvela l'analyse et en développa le concept à l'intérieur de la société.

Moscovici (1976) propose, à travers ce concept un modèle décrivant les processus engagés dans l'élaboration de la pensée sociale. Il s'est penché précisément sur la manière dont les individus appréhendent, évaluent et transforment en réalité courante pour se l'approprier. De plus, il a porté son intérêt sur les produits issus de la rencontre entre un individu ou une collectivité porteuse d'idéologie, de valeurs et de fait, objets situation ou groupes. Il a fondé ainsi l'approche classique des représentations sociales. Par ailleurs, Moscovici(1961) postule que :

- 1- La représentation sociale est un savoir de sens commun très souvent spontané se distinguant par son origine des connaissances scientifiques ;
- 2- La représentation sociale est issue de processus génératifs de la pensée sociale qui sont au cœur même de son élaboration ;
- 3- La représentation sociale a un contenu et des fonctions. le contenu donne un sens à la représentation sociale .Alors que les fonctions attribuent des potentiels actifs à la représentation sociale tant au niveau de l'individu et du groupe que de la collectivité.

En outre, Moscovici (1961) propose :

- 1- D'étudier les relations existant entre le savoir de sens commun et le savoir scientifique.
- 2- De rendre compte des processus génératifs de la pensée sociale
- 3- De mettre en évidence le contenu et les fonctions des représentations sociales.

A la suite des travaux de Moscovici, une autre perspective est émergée. Il s'agit de l'approche structurale des représentations sociales. Celle-ci est élaborée par un ensemble de chercheurs dont Flament(1987), Guimelli(1994), Abric (1994a, 1994b). Ce courant porte un intérêt particulier aux processus cognitifs spécifiques aux individus et liés aux représentations sociales qu'ils essaient de modéliser. L'attention n'est plus uniquement orientée vers l'objet des représentations, mais vers leurs structures. Ne déniaient pas les prémisses établis par Moscovici et ceux qui l'ont suivi dans son orientation, les élaborateurs de ce courant avancent, comme postulat essentiel de cette approche, l'idée que toute représentation sociale est organisée autour d'un noyau central et d'éléments périphériques. La représentation sociale est donc envisagée comme une structure hiérarchisée d'éléments cognitifs constitués d'un double système, un système central et un système périphérique.

Les deux approches ci-dessus présentées brièvement constituent les principaux et les plus grands développements de représentation sociale. Mais de multiples travaux issus de l'étude des représentations sociales, de nombreuses caractéristiques ont été établies, les unes aussi les autres et indissociables de l'étude de cette notion quel qu'il en soit l'auteur. Ainsi, dans les lignes suivantes, nous examinerons d'abord les fondements de la théorie des

représentations sociales et les définitions que nous en fournit la documentation. Leurs rôles essentiels comme sources de savoir, d'orientation et de justification des comportements seront ensuite précisés. Nous compléterons enfin le tout par une description de la manière dont l'individu construit ses représentations afin de mieux appréhender le monde dans lequel il vit.

1.9.2- Fondements épistémologiques des représentations sociales

La grande particularité qui relève de cette version d'une construction de la réalité réside dans ce qu'elle pose différemment les liens entre le social et le sujet. Au lieu d'être centré sur des mécanismes de réponses sociales, l'intérêt se pose désormais sur une construction ensemble où sujet et objet sont présents, mais sans coupure entre l'espace et l'environnement social où les gens vivent, " le sujet et l'objet ne sont pas foncièrement distincts " (Moscovici, 1969, p. 9).

L'abandon de la coupure sujet-objet modifie la conception d'une réalité objective et amène l'hypothèse d'une réalité appropriée par l'individu ou le groupe reconstruit et intégré dans un système de valeur et à l'intérieur d'un contexte spécifique. Ce qui, en cause représente une vision différente de la vie communautaire et qui conçoit aussi la " fonction d'adaptation du sujet au monde, les significations qu'il lui attribue et les interprétations qu'il lui donne (Guilli, 1980, p.79).

Dans cette ordre de pensée, l'orientation des comportements ne repose plus seulement sur des éléments subjectifs aux conceptuels, mais bien sur les liens présents entre les représentations sociales que l'individu construit autour de l'objet. Dans les termes d'Abric (1994a, p.12), "un objet n'existe pas en lui-même, il existe pour un individu ou un groupe et par rapport à eux ". La théorie Moscovicienne vient reconnaître l'instruction du sociale, cognitif et de l'affectif dans le développement de la pensée et par conséquent la pertinence d'étudier l'objet à l'intérieur de ce cadre.

Il faut ajouter que dans cette approche "L'individu n'est jamais entièrement réductible à un simple jouet des mécanismes sociaux ,un pauvre être falot qui serait modelé et écrasé par les pesanteurs de la société ; il est aussi un acteur social, qui agit en interaction avec d'autres

acteurs sociaux ''(Duperons,2010,p.13) .C'est ainsi que de nos jours, la théorie des représentations sociales se place parmi les éléments essentiels à la compréhension des comportements et des pratiques sociales et occupe une position centrale et incontournable dans les sciences sociales.

1.9.3- Nature des représentations sociales

Pour Denis Jodelet (1989, pp.36-37), quand on parle de représentations sociales ''il s'agit d'une forme de connaissance socialement élaboré, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune a une ensemble sociale ''. Selon Abric (2002, p.28)'' une représentation sociale est un ensemble organisé et structuré d'informations, de croyances, d'opinions et d'attitudes, elle constitue un système sociocognitif particulier (...)''.

VICI propose en 1961 associe les représentations sociales à : « (...) Un système de valeur, de notions et de pratique relatives à des objets, des aspects ou des démentions du milieu social, qui permet non seulement la stabilisation du cadre de vie des individus et des groupes, mais qui constitue également un instrument d'orientation de la perception des situations et l'élaboration des réponses. » (Moscovici, p .350).

Plus qu'un simple reflet de la réalité, la représentation est plus une organisation signifiante qui dépend de la nature des contraintes, des finalités et du contexte de l'objet en cause ,contexte qui atteint des généralités sociales et idéologiques inscrites dans l'histoire de l'individu et du groupe (Abric,1994a) Pour (Abric 1994a) toute interaction sociale concernant des individus et groupes pré suppose des représentations sociales :

''Toute réalité est représentée (...) c'est-à-dire appropriée par l'individu et le groupe, reconstruite dans son système cognitif, intégrée dans son système de valeur dépendant de son histoire et du contact social, idéologique qui l'environne(...) c'est cette réalité appropriée qui constitue pour l'individu ou le groupe la réalité même '' (p.13)

Les représentations sociales ne constituent toutefois pas le reflet de l'objet à travers la conscience du sujet, mais plutôt la traduction des relations complexes, réelles et imaginaires, objectives et symboliques que le sujet entretient avec cet objet. Accéder au contenu des représentations informe alors sur ce qui oriente les pratiques sociales et représente une grille de lecture et de décodage de la réalité.

Plus qu'une vision stratégique du monde, les représentations sociales correspondent aussi à des systèmes d'attentes et d'anticipations (Moscovici, 1969). Cette vision fonctionnelle donne sens aux conduites et permet de comprendre la réalité. De s'y adapter et de s'y définir une place. Les travaux de Flick (1992) indiquent que l'étude des représentations sociales permet d'accéder à la façon dont une société ou un groupe social « pense » à propos d'un domaine, d'un objet déterminé et ce à partir des sujets en tant que membres d'une société, de leur façon de penser et de leur savoir. Les trois Hypothèses fondamentales proposées par Clémence, Doise et Lorenzi-Cioldi (1994) établissent de façon succincte les bases des représentations sociales :

1-Les différents membres d'une population donnée partagent certaines croyances communes au sujet d'un enjeu social donné (langage et repères communs).

2-Les représentations sociales ne reçoivent leur spécificité que par leur ancrage dans une dynamique de rapports symboliques entre acteurs sociaux.

3- Les représentations sociales ne sont pas seulement des croyances communes caractérisées par des manipulations individuelles, elles sont aussi caractérisées par des ancrages dans des réalités collectives.

A la lumière de ce qui précède, nous présumons que les Haïtiens illégaux dans les bateys (barahona) forment un groupe social distinct qui partage un savoir spécifique une vision bien commune élaborée à l'intérieur d'interactions sociales et à travers les opinions, connaissances et croyances collectives que nous nous efforcerons d'explorer et de saisir.

1.9.4 - Fonction de représentations sociales

Les représentations sociales sont soumises à une double logique : Une logique cognitive et une logique sociale. Les significations qu'elles véhiculent en outre d'un contexte à la fois discutatif et social. Quatre fonctions essentielles proposées par Abric (1994a) précisent leur rôle fondamental dans la dynamique des rapports entre les individus.

a) Une fonction cognitive

Les représentations nous aident à apprendre et à expliquer notre univers. Elles permettent aux individus de comprendre et d'expliquer la réalité, d'intégrer des données et des connaissances nouvelles dans leur cadre de pensée. En plus, elles permettent de définir un cadre de référence socialement partagé, facilitant l'échange sociale, la transmission et la définition du savoir commun. Moscovici (1961), Jodelet (1984,1989), Guimelli(1994) et Abric (Abric 1994a) s'accordent pour dire que la première fonction cognitive des représentations sociales s'applique à la constitution du savoir spécifique défini judicieusement par Moscovici et Vignaux (1994) comme la conscience populaire qui cimente nos voies sociales comme nos existences ordinaires.

La définition que nous proposons Guimelli (1994) corrobore cette vision puisqu'il les envisage comme un ensemble de connaissances, de croyances et d'opinions partagées par un groupe à l'égard d'un objet donné... Jodelet (1989, p.39) soutient par ailleurs que cette forme de connaissance socialement construite dépend autant des systèmes de pensée plus larges tels l'idéologie, la culture, l'état d'avancement des connaissances scientifiques, l'insertion sociale des individus ou du groupe, que de l'expérience personnelle et affective des sujets.

b) Une fonction identitaire

Les représentations sociales situent les individus et les groupes dans le champ social en permettant l'élaboration d'une identité sociale et personnelle gratifiante. En ce sens, elles demeurent la base de l'identité et permettent la sauvegarde de la spécificité des groupes. (Mugny et Carugati, 1985). Cette fonction joue un rôle important au point de vue des comparaisons et des contrôles sociaux. Elle permet au groupe de se démarquer tout en comblant le besoin d'appartenance de ses membres (Abric, 1994a).

De ce point de vue fonctionnel, la représentation sert de code symbolique pour communiquer entre membres d'une communauté et ne peut donc être dissociée des activités dans lesquelles les acteurs sont engagés. Moscovici et Vignaux (1994) soulignent l'importance de ce lien entre la communication et l'identité puisque le discours qui véhicule les significations constitue le seul moyen par lequel les individus s'y reconnaissent et se l'approprient :

« Systèmes d'interprétation des événements et du monde sont (les représentations sociales), vecteurs essentiels des opinions, jugements et croyances, visant à assurer la pertinence et la régularité de nos conduites en collectivités » (p.27)

C) Une fonction d'orientation

Comme l'explique Jodelet (1991), ce n'est pas individuellement mais socialement que nous devons partager ce monde, dans la façon de nommer, de définir et d'interpréter ensemble les divers aspects de notre réalité quotidienne. En cela, les représentations sociales correspondent à une forme de pensée sociale utile pour savoir à quoi nous en tenir face au monde qui nous entoure et pour guider l'action.

Situées en amont et en aval des conduites, les représentations sociales interprètent le monde en effectuant une sélection et un filtrage de l'information pour ensuite guider l'action et les relations sociales tout en produisant un ensemble d'anticipations et d'attentes. Dans les mots de Flament (1987, 1989, cité par Abric, 1994a), les représentations indiquent ce qui est normal de faire et de dire dans une situation donnée, compte tenu de la signification et de finalité de cette situation. Flament (1994) note également que conception d'un ensemble fini et organisé de cognitions est majoritairement prescriptive dans le sens que ces cognitions désignent l'ensemble des recommandations et des instructions qui s'imposent devant une situation donnée. Les conditions normatives, celles qui dégagent les règles et établissent la norme, sont ainsi génératrices de références pour attitudes, les comportements et les évaluations de comportement. Gilly (1980) explique que de cette façon se met en place un système organisateur de type normatif qui sert ensuite de référence pour l'appréhension d'autrui.

d) Une fonction justificative

A posteriori, les représentations sociales permettent d'établir le bien fondé, la nécessité des décisions des comportements ou des prises de positions adoptées par conséquents, à maintenir et renforcer la position sociale d'un groupe donné. De cette manière, les représentations sociales légitimes la conduisent et offrent l'argumentation pour exprimer la différenciation sociale. Doise (1990) précise par contre que la pluralité des personnes interviennent au moment de ces prises de décisions explique la variété des expressions individuelle des représentations sociales tout en demeurant déterminée par des principes organisateurs communs.

La théorie Moscovicienne suppose à la base que les individus reconstruisent continuellement le réel auquel ils sont confrontés et procèdent aussi à un véritable remodelage de l'objet. Ce remodelage du réel résulte toutefois de plusieurs interactions sociales partagées par un groupe d'individus et intégrées dans une réalité de sens commun.

1.9.5 - Constitution des représentations sociales

a) La représentation comme processus

En tant que processus, la représentation, face à un objet (l'individu, situation, groupe), met en œuvre une activité d'appropriation : il reconstruit l'objet. Lorsqu'une nouvelle information survient, elle est d'abord objectivée puis interprétée, catégorisée et organisée dans la réalité ; le sujet module et complet ce qui lui est déjà constitué et obtient ainsi un modèle actif capable de donner du sens aux phénomènes et capable d'orienter les conduites (Amadon, 1999). Du point de vue de processus, la représentation se veut ainsi la transformation sociale de la réalité en un objet de connaissance qui lui est aussi social. C'est en bref ce travail de réappropriation et sa résultante qui correspondent à ce que Moscovici nomme la représentation sociale. Selon cette vision, ce n'est plus l'action des autres qui termine nos choix, nos décisions et nos propres comportements mais bien une vision du monde préexistante et partagée. Guimelli(1994) se réfère à Moscovici (1976) et à Doise (1990) pour décrire les deux processus cognitifs et complémentaires qui permettent de constituer cette

réalité collective et aident par conséquent à saisir la spécificité et des représentations sociales, soit l'objectivation et l'ancrage.

b) L'objectivation

L'objectivation demeure le processus permettant de simplifier et de remodeler les éléments d'informations relatifs à l'objet pour ensuite les résumer à partir d'une logique demeurant interne, consensuelle et donc communicable et utile au groupe. Donc elle rend concret ce qui est abstrait (Doise et Palmonari, 1986 ; Clémence et Lorenzi- Cioldi, 1994) elle change le relationnel du savoir scientifique en image d'une chose. La nouvelle construction ou le remodelage obtenu, que Moscovici (1969) nomme également schéma ou model figuratif est composé d'idées élémentaires et concrètes portant sur l'objet. Ce model figuratif constitue le noyau de base.

Suite au processus d'objectivation, le modèle figuratif devient une sorte de cadre interprétatif (avec des mécanismes d'analogie, d'inférence ,d'anticipation et de compensation possédant un statut d'évidence permettant de catégoriser, de comprendre et d'évaluer les nouvelles informations provenant de l'expérimentation et de l'évolution théorique de l'objet. Ce schéma contribue à l'appréhension du monde extérieur et servira ensuite d'ancrage pour diriger les comportements et de naissance aux événements.

c) L'ancrage

Le processus d'ancrage consiste à incorporer les éléments de savoirs non familiers qui créent à l'intérieur du réseau de catégories propres à chaque individu .Il représente l'enracinement social de la représentation qui s'opère en référence aux valeurs et aux savoirs préexistants et dominants dans ce même groupe. Nous rappelons que si l'objet fait sens, c'est qu'il est intégré dans un réseau de significations. Selon Guimelli (1994, p.14)'l'ancrage permet ici d'accrocher quelque chose nouveau à quelque chose qui est ancien'' pour pouvoir l'interpréter et assurer l'orientation d'un comportement et des rapports sociaux. En substance, ces deux processus d'objectivation et d'ancrage sont donc actualisés lors d'une confrontation avec l'inattendu et l'inextricable. Doise et Palmori (1986) citent Moscovici qui confirme qu'une des fonctions importantes des représentations sociales demeure

expressément la domestication de ce qui est étrange et que ce phénomène, le modèle figuratif demeure ouvert et sensible au changement de l'environnement.

Après avoir défini et délimité les concepts clés de l'étude, passé en revue les concepts économiques, sociaux, politiques, la théorie de la représentation sociale et bien d'autres théories, il est maintenant question d'aborder d'autres points de l'étude.

CHAPITRE II

2.1- Cadre Conceptuel

Un concept est une représentation mentale générale et abstraite d'un objet conçu par l'esprit. Dans ce chapitre, il est question de définir les concepts clés de l'étude comme : Confédération d'Etats, Société, Caraïbe Insulaire, Production, Intégration régionale, Organisation fédérale, Latifundiste et Latifundia, socio politique et passer en revue la théorie classique ou traditionnelle, la théorie Castriste, Guevariste, réaliste et idéaliste.

2.1.1- L'intégration régionale

L'intégration peut être envisagée à deux niveaux différents. L'un est national portant sur les conditions ou le processus d'intégration à l'intérieur d'un pays unique. L'autre, qui est celui qui nous intéresse le plus ici, est régional et s'applique au développement de l'intégration entre deux ou plusieurs pays.

2.1.2- Organisation fédérale

On entend par organisation fédérale le cas des communautés politiques réunies sous une règle commune, mais conservant leur autonomie.

2.1.3- Confédération d'Etats

La confédération d'Etat est un concept utilisé pour désigner un concert d'Etats indépendants mais regroupés, particulièrement, dans une politique de défense commune.

2.1.4- Concept de société

Du point de vue des personnes dont elle est constituée, une société est le plus grand nombre d'êtres humains qui interagissent pour satisfaire leurs besoins sociaux et qui partagent une culture commune.

2.1.5- Concept a dimension spéciale : Caraïbe insulaire

La Caraïbe insulaire est un chapelet d'îles, égrainées au large du continent, défilées et distribuées en forme d'arc depuis la Floride américaine avec Bahamas et Cuba, jusqu'au littoral vénézuélien, avec Trinidad et les Antilles Néerlandaises.

2.1.6- Concept de production : approche Marxiste

Parlons de production, les économistes se réfèrent à deux éléments inséparables :

- 1) Le procès de travail qui rend compte de la transformation de la nature que réalise l'homme pour convertir cette dernière chose utile.
- 2) Les rapports de production qui rendent compte de la façon dont concrètement dans l'histoire le procès de travail se réalise.

2.1.7- Les concepts sociaux : Latifundiste et Latifundia

Entendons par latifundiste grand propriétaire terrien ; tandis que, latifundia, terme latin et pluriel de latifundium, grand domaine agricole exploité extensivement.

2.1.8- Concepts sociopolitique : Colonisation, Indépendance, Emigrant

- 1) Colonisation : action par laquelle des territoires sont occupés et exploités par un pays étranger dont il dépend politiquement voire économiquement.
- 2) Indépendance : ce terme explique la situation d'un Etat ou d'une collectivité qui n'est pas soumis à l'autorité ou d'une autre collectivité.
- 3) Emigrant : personne qui quitte son pays pour s'établir dans un autre.

2.1.9- Concept sucre :

Le mot est tiré du "sankara" khanda pour le sucre solidifié d'où vient confiserie la première preuve de l'existence du sucre sous forme solide date de la perse environ 500 ans avant notre ère. Les arabes entendirent la culture de la canne à sucre à l'Afrique du nord et l'Europe du sud au moment où les chinois l'implantaient à java et aux philippines.

Chapitre III

3.1- Les origines sociales de la crise agraire en Haïti, et quelle solution ?

Pour mieux appréhender la problématique agraire en Haïti, nous nous permettons, ici, de partir d'une formule de l'écrivain haïtien, Gérard Pierre Charles, dans la présentation du livre de Suzy Castor ; il écrivait :'' *pour connaître le présent et construire l'avenir, il est indispensable de comprendre le passé*''.

3.1.1- Les origines de la structure agraire en Haïti :

La crise agraire, en Haïti, hérite de l'époque coloniale depuis l'arrivée des espagnols jusqu'à nos jours en passant par la colonisation française de la partie occidentale de l'île. L'abolition de l'esclavage dans cette partie de l'île n'a pas changé grand-chose dans les conditions d'existence matérielle des nouveaux libres ; toutes fois , il faut admettre que cette nouvelle situation survenue le 29 août 1793, a suscité des remous du côté des colons en témoigne leur exode vers la France, vers la partie espagnole de l'île ou vers les îles voisines, spécialement à Cuba, sans doute, ont' ils ainsi abandonné beaucoup de plantations, car, des quarante mille (40 000) 'blancs' qui résidaient dans la colonie il n'en restait que dix mille (10 000) en 1806 a écrit Gérard Pierre Charles dans : la Economica Haitiana y su via de desarrollo, p 25. La première déclaration de Santhonax après la proclamation du 29 août 1793 nous montre clairement qu'il n'y a rien de changé dans les conditions d'existence matérielle des nouveaux libres :'' Ne croyez pas cependant, s'écria Santhonax, que la liberté dont vous allez jouir soit un état de paresse ou d'oisiveté. En France, tout le monde est libre et doit travailler ; à Saint Domingue, soumis aux mêmes lois vous suivrez le même exemple. Rentrés dans vos ateliers chez vos anciens maîtres ou propriétaires, vous recevez le salaire de vos peines''.

Il est clair que cette décision prise en date du 29 août est tributaire de la commotion sociale qui tentait à juguler le système, d'où, décision politique. Cependant, le paradoxe c'est déclaration de Polverel, l'autre commissaire, qui a formulé un discours différent de celui de Santhonax. Dans une lettre adressée à ce dernier, Polverel écrivait : '' quelle prospérité peut- on espérer sans travail ? Et quel travail peut-on attendre des Africains devenus libres, si vous n'avez pas commencé par leur en faire sentir la nécessité en leur donnant des propriétés et en leur créant

Des jouissances qui jusqu'à présent leur étaient inconnues''. S'adressant aux esclaves, il fait montre sa volonté de ne pions dissocier la « « la liberté » » du droit de « « propriété » » Santhonax vous a donné la liberté sans propriété ... moi, j'ai donné avec liberté, des terres en production...

Si le projet de Polverel présupposait des changements dans la structure agraire existante et une réorientation complète de la politique économique, alors de Santhonax assurait la continuité du système agraire colonial. Au fond, Polverel ne put jamais appliquer son programme et dut appliquer, en aout 1793, les dispositions de son collègue Santhonax.

Jamais des terres ont été distribuées aux paysans haïtiens ; cette crise agraire est d'actualité dans toute l'Amérique latine particulière au Mexique, au Guatemala, au Chili et à Cuba d'avant 1959. Dans tous ces Etats que nous venons de citer, de nombreux efforts ont été vainement déployés pour enrayer cette crise ; que l'on se rappelle le Mexique de 1910 qui ne ressemblait point à celui dont rêvait Hidalgo et Morelos tant les propriétés Espagnoles étaient respectés ; quant à l'influence de l'Eglise elle était pourtant comprise avec la politique depuis la conquête de l'indépendance. C'est à partir de 1910, dans ce pays latin de l'Amérique du nord, grâce au mouvement Zafratiste que la " réforme agraire " a été vainement envisagée.

Des efforts similaires ont été tentés, au Chili sous le gouvernement de l'unité nationale conduit par le socialiste Salvador Allende. Malheureusement ces tentatives furent sombrées dans le Sang. Quant à Haïti, parenthèse insolite dans l'hémisphère occidentale, écrit Marcel Niedergang, dans les vingt Amériques Latines, Tome III, page 155, elle possède le record peu enviable d'être le pays à la population la plus dense de toute l'Amérique latine. Une grande partie du sol est occupée par des montagnes et des collines érodées, déboisées, ravinées par les pluies. Les surfaces propres à la culture sont réduites à leur plus simple expression.

Il n'est pas étonnant, écrit Niedergang, que le niveau de vie moyen des Haïtiens soit des plus bas du monde. Quant à la propriété, elle est morcelée à l'infini, la moitié des agriculteurs disposent de moins d'un hectare pour faire vivre leur famille alors que le minimum considéré comme indispensable dans ces régions est de sept hectares. Les grandes et moyennes propriétés sont l'exception et non la règle. La surpopulation agricole est dure avant tout au chômage élevé de la population composée en grande partie de paysans et d'ouvriers sans terre. Malheureusement, tel

que nous l'avions ci-dessus souligné, les différents gouvernements qui se sont succédé à Port-au-Prince ne sont guère préoccupés de cette situation.

Alors quel modèle à adopter en vue d'une solution à cette crise agraire ?

La situation socio-économique des Cubains, avant 1959, ne fut pas si enviable dans la mesure où en 1958, 90% des mines et des haciendas du pays étaient contrôlés par des businessmen américains, 40% de l'industrie du sucre, 80% des services publics, 50% des chemins de fers ; à l'époque, en raison d'une succession de régimes corrompus et incapables de s'attaquer aux vrais problèmes, l'économie cubaine était dramatiquement dépendante des Etats-Unis d'Amérique. En 1953, constata Fidel Castro, 500 000 ouvriers agricoles habitaient de misérables huttes et travaillaient quatre mois par an et crevaient de faim le reste du temps, partageant ainsi leur misère avec leurs enfants sans un lopin de terre à cultiver et dont le sort inspira la pitié au cœur de la plus endurci. Dans le même constat, cent-mille petits fermiers travaillent une terre qui ne leur appartenait pas. Aux de la loi de réforme promulguée le 17 mai 1959 tous paysans ont en principe droit à 13 hectares de terre.

Vers le milieu de l'année 1962, près de 45 000 titres de propriété ont été accordés. Il n'est pas moins vrai que les problèmes socio-économiques d'Haïti sont, à certains égards, différents de ceux de Cuba d'avant la révolution Castriste (implication directe de l'impérialisme américain). Cependant, chacun de ces deux ordres de problèmes requiert la diligence, la sagacité voire l'imagination et la compétence des dirigeants. Dans le cas qui nous concerne, les responsables haïtiens, s'ils veulent en arriver à une solution, doivent identifier les causes pour adopter les mesures qu'il faut en vue d'un meilleur résultat.

Parmi les handicaps majeurs que confrontait et confronte encore la Nation haïtienne, le statut foncier demeure la cause fondamentale d'une entrave constante au développement du pays. Haïti, dépourvue de ressources minières, dans la mesure où ce secteur, jusqu'ici, reste inexploité, ne peut prétendre à d'autre vocation que celle de l'Agriculture. Tout au plus dans le domaine industriel, pouvons-nous avoir comme objectif la transformation de nos produits finis ou semi-finis. C'est pourquoi le statut de propriété foncière est l'ossature de l'organisation économique et politique du pays. Nos hommes politique de 1802 n'étaient pas des théoriciens de la sociologie ou de la politique, écrit Alix Mathon, dans : Haïti un cas, page 33, tant la violence et la

destruction, moyen tactique étaient pour eux d'une efficacité politique éprouvée ; il ne s'agissait pas pour le général en chef de la révolution de penser à ménager les cadres, et conserver la collaboration des anciens maîtres. Les impératifs de la guerre totale commandaient la stratégie de la terre brûlée et exigeaient de tout anéantir et l'ennemi, et ses biens. Dans une cascade de violence, le 1^{er} janvier 1804, ces anciens marrons ont accédé à l'indépendance avec pour effets de déboucher sur une authentique révolution sociale et économique ; la nationalisation par séquestration de la propriété des Colons, l'Etat d'Haïti allait détenir la majeure partie des moyens de production de la nation.

Le 2 janvier 1804, le Gouverneur Général arrête : “ Que tous les baux à ferme des habitations sont et demeurent résiliées...” (lois et actes : l'instant de Pradines 1851, paris, Auguste Durand) cette arrêté pris par le Gouverneur Général faisait de la guerre de l'indépendance une “ Révolution agraire” ainsi donc est né le premier Etat socialiste du monde, à en croire Alix Mathon. Au fond, ce point de vue d'Alix Mathon est réfutable dans la mesure est loin d'être le premier Etat socialiste du monde si l'on s'en tient à l'administration sociopolitique des “Incas” dont nous parlerons à titre de modèle dans le cadre de cette recherche.

Cependant, ces événements de 1804, appréciés sous l'optique des Sciences Sociales, se définissent socialisme : l'Etat s'appropriant toutes les terres, assumant la responsabilité de la mise en culture du vaste domaine qu'il se constituait en remplaçant l'ancien colon dans sa double fonction d'Agent capitaliste et d'administrateur de l'entreprise de production, manifestait une volonté évidente, celle de réaliser, dans son ABSOLU, l'institution d'un Etat Socialiste. Ce socialisme dont il serait question dans le cas d'Haïti est plus normatif que réel puisque gérer ce vaste domaine ne venait point à l'esprit des responsables de l'Etat. Du socialisme, ils passèrent illico au capitalisme et instituèrent à nouveau la grande propriété latifundiste tout en se comportant, des lors, en dépositaire du butin à partager entre les guerriers qui sortaient glorieux des champs de bataille.

Dans l'incapacité à les socialiser, le pouvoir a entrepris de distribuer les terres nationalisées ; distribution non équitable dans la mesure où il fut donc réservé, à l'armée, l'exclusivité dans ce partage. Les Généraux se réservèrent la part du lion, et les autres officiers en prenaient pour leur grade. A ce train, il devait y avoir des oubliés.

Quand Dessalines ressentit l'injustice qui se perpétrait, et qu'il voulait réagir contre l'appétit déchainé de ses pairs, cette tentative lui en coûta la vie.

Réaction des petits soldats.

Les petits soldats oubliés, et méprisés par les chefs ne restèrent pas indifférents, ils n'attendirent pas toujours l'autorisation de l'Etat pour occuper et exploiter les terres sur lesquelles ils avaient subi les affres du commandeur.

Cette situation avec le temps devrait empirer par suite d'un autre fait aussi grave. Ces généraux, à qui avaient été attribuées des grandes habitations, occupés aux soins de la politique, et de l'administration publique, ou du négoce, ont dû abandonner les campagnes pour s'établir dans les grandes villes ; sans doute, ne se soucièrent-ils guère d'exploiter les vastes domaines qui leur avaient été concédés. Les fils de ces occupants, succédant à l'héritage, par la possession qu'en avaient leurs auteurs du bien, morcelèrent à l'infini les fonds. Par ailleurs, les successeurs des généraux et autres bénéficiaires des larges dons nationaux, étaient eux-aussi retenus dans les villes par la politique, et autres activités. Ces absentéistes finirent à la longue par perdre même le souvenir des titres ruraux à eux légués.

Tout ceci provient du fait que l'Etat, nanti à sa fondation du riche domaine privé qui lui échelait, avait été incapable de l'exploiter lui-même par manque de moyens techniques, et à cause de sa débilité administrative congénitale. Finalement, les latifundistes disparaissent par l'effet d'une nouvelle révolution agraire ou l'occupant se pose en MAITRE de ces habitations abandonnées. Des lors, ce fut par usurpation que s'institua la majeure partie des propriétés rurales. La petite propriété sans titre correspondant, ni enregistrement cadastral, sous la pression démographique, se convertit en micropropriété.

Les paysans sans terre

D'après Alix Mathon, ce sont les " Piquets " et les " Cacos " d'hier qui se sont transformés en " BOAT PEOPLE " (individus qui risquant leur vie à bord d'une embarcation de fortune ont laissé Haïti à destination des rives étrangères à la recherche d'un pactole imaginaire). L'inconfort d'une indivision qui se perpétua, et qui continue à se perpétuer, entre les générations des héritiers qui se succèdent sur ces terres, est la cause profonde et économique de ce

aujourd'hui l'on appellerait, peut-être, à tort, le brigandage des piquets et des Cacos. Il serait nécessaire que nos sociologues et nos historiens portent leur réflexion sur cette masse toujours croissante de paysans, héritiers sans titre de bien ruraux. Dont le droit lui-même finit par s'évanouir devant l'impossible division à l'infini du patrimoine héréditaire. Cette situation fait d'eux des paysans sans 'terre'.

Haïti, vers un modèle de production agricole.

Les tentatives de perpétuation du régime agricole colonial après 1804 avaient lamentablement échoué ; de vastes étendues restèrent et restèrent encore en friche faute de moyens d'irrigation et d'amendement du sol. Le rendement décroissant de la terre du fait d'une même technique culturale primitive condamne aujourd'hui encore le paysan à une existence marginale. Et les possibilités du sol comme moyen d'existence à la fois pour le cultivateur et les classes urbaines parasites tendent encore à l'menuiser par suite de l'expansion démographique et du morcèlement de la propriété rurale. La voie industrielle offrirait des possibilités de soulagement à la misère du peuple et son importance n'avait pas échappé à nos dirigeants de la fin du XIXe siècle ; outre la franchise à l'importation des matières premières, un droit de monopole destiné à garantir le succès de l'entreprise et à attirer le capital étranger était accordé.

Malheureusement ces concessions, le plus souvent étaient accordées à des partisans du pouvoir en place, aux hautes personnalités politiques et celles de l'armée, en récompense de leurs services, de leur gèle. Ces concessions n'ont pas abouti à des résultats tangibles ou satisfaisants tant le capital étranger resta sourd à nos appels. Cependant, l'exemple du Chili des années vingt (20) aux années cinquante (50) du vingtième siècle pourrait se révéler un bon modèle de développement économique susceptible d'éponger la misère du peuple.

A partir des années mille neuf-cent vingt (1920) et à la faveur d'un nouveau contexte international marqué par le desserrement des liens de dépendance (les deux guerres mondiales et la crise de 1929), les traditionnelles règles du jeu se modifièrent de fond en comble. Aux côtés de l'exportation agro minérale put se développer un substantiel processus d'industrialisation par substitution des importations, et dans son sillage prit essor, en même temps que croissait le prolétariat et déclinaient les latifundistes, une bourgeoisie industrielle qui finit par s'imposer. Ce nouveau contexte a eu pour effet, entre autres, la misère en place, progressivement, d'un

nouveau'' bloc au pouvoir'' reposant cette fois-ci sur une alliance entre la bourgeoisie industrielle, les classes moyennes et, de manière subordonnée, quelques secteurs prolétariat. Ce bloc au pouvoir, favorisé par le nouveau contexte international, a modifié la politique socio-économique du Chili tout en expérimentant non pas une politique d'exclusion comme par le passé, mais une politique d'intégration partielle et de négociation.

Grâce à cette politique d'intégration et de négociation, l'on a pu assister au Chili à un lent processus de démocratisation de la société tout comme à l'institutionnalisation et au renforcement du mouvement ouvrier et populaire.

L'apport de la politique dans l'évolution socio-économique du Chili.

Si le Chili avait fait l'expérience, au cours des années trente (30), d'une intégration du mouvement ouvrier et populaire à la gestion des affaires de l'Etat, il ne l'avait fait que de façon partielle en s'appuyant surtout sur les couches moyennes montantes et les secteurs organisés de la classe ouvrier, la paysannerie avait été totalement exclue, comme de larges secteurs du prolétariat et du sous-prolétariat, pas ou peu représentés au sein des partis ouvriers traditionnels. Cependant, à partir des années soixante (60), poussés par les échos de la révolution Cubaine, ils ont manifestement exprimé par la volonté de participer aux choses publiques. Pénétrés de cette volonté, ils ont fait cette déclaration :'' la classe des travailleurs doit se soulever en armes et renverser le gouvernement (...) Alexandri et les partis qui l'accompagnent ont pu se maintenir au pouvoir jusqu'à maintenant de par notre passivité (...) l'héroïque peuple Cubain a été capable d'affronter l'impérialiste nord-américain. Nous les chiliens nous devons répondre et être capables d'avoir notre Sierra Maestra '. A l'issue des présidentielles de 1970, Salvador Allende a pu accéder au pouvoir avec principal point d'appui : un programme de réforme agraire qui sous-peu avait amélioré les conditions d'existence matérielle des paysans, cette réforme agraire commença dans une première étape par les expropriations des terres ; les responsables ont pu réaliser vingt unités de production appelées ; centre de réforme agraire. Grâce à cette réalisation, beaucoup de chômeurs ont trouvé du travail et le personnel a doublé et parfois même triplé, les salaires ont considérablement augmenté, les travailleurs ont pris, eux-mêmes, en main l'administration et l'exploitation des unités productives. Aussi, de façon surprenante, la production a-t-elle augmenté, la mortalité des animaux a diminué de moitié et le plus grand

pourvoir d'achat du peuple a donné une forte impulsion à l'activité économique en générale. Dans la province de "AYSEN" du pays ou la situation socio-économique paraissait plus cruciale, presque tous les pays ont trouvé de l'emploi, il n'y avait pratiquement de chômage dans la campagne par manque d'emploi. Il y avait des fermes, sur lesquelles, à l'époque des latifundios (les riches), travaillaient 20 à 30 ouvriers, et grâce à l'expropriation de ces fermes, plus de 150 à 170 ouvriers y travaillaient.

Dans beaucoup de places il y avait des coopérations où les paysans allaient acheter tout à un coût officiel sans passer par des intermédiaires et le gouvernement avait installé une centrale d'entrepôts ou se vendaient le sucre, le café, tout ce dont on a besoin dans une maison, à un prix plus bas que celui des magasins.

Dans le cas cadre de son programme, le gouvernement d'Allende a aidé avec la machinerie pour cultiver les terres, il a aidé également avec des semences ; il a aussi donné des crédits d'engrais, de fertilisant ainsi que l'aide technique. Des techniciens étaient à la disposition des paysans pour examiner les terres afin de savoir quel type de fertilisant qui serait commode à la terre à l'exploiter. Sous ce gouvernement, le taux de chômage s'était maintenu entre (30 % et 50 %) trente et cinquante pour cent, Le chili d'Allende, édition coopératives Albert St-Martin.

Le model de la politique agraire du chili dans le cas d'Haïti, s'inscrirait dans une double approche « « réforme » » ou « « révolution » » ; deuxième approche est susceptible d'entraîner automatiquement une sorte de collectivisme d'Etat axé sur des particularités devant répondre aux besoins spécifique de la société.

Cette deuxième approche, liée au collectivisme d'Etat, nous conduirait vers les principes généraux de la société socialiste qui sont les mêmes pour tous. Sans doute, ces principes, qui exigent un niveau élevé des forces productives, un degré de conscience et de capacité chez les masses, nous permettraient-ils d'aboutir au renforcement de la production agricole et à une répartition équitable des ressources. Sans doute, dans la perspective d'une dynamique de développement de la production, le modèle Chilien du début des années soixante-dix ne serait-il pas moins convenu.

Les mines : secteur non exploité

A côté de la crise agricole et du problème de la sous-production, le secteur des mines, dans la perspective du développement de la production, mérite une attention soutenue. A cette phase d'analyse, nous nous référons à l'éminent écrivain haïtien, Domesvar Delorme, qui, dans son livre : *Réflexion diverses sur Haïti*, et sous- titre : *la misère au sein de la richesse*, a fait état de nos ressources naturelles non exploitées, entendons par là, surtout, notre sous-sol. Selon une étude réalisée par le professeur Prophète Joseph, détenteur d'une maîtrise en linguistique à l'université de Montréal, et une maîtrise professionnelle en administration de l'Education à la même université, dans son livre : *Dictionnaire historique et géographique des communes d'Haïti*, éditions : Konbit, de nombreuses régions du pays sont pourvues de ressources minières non exploitées, telle ;

- 1- Dame-Marie, Commune relevant du Département de la Grand-Anse et de l'arrondissement d'Anse-d'Haineault, Mine de bauxite (page 81).
- 2- Fonds-Verrettes, commune de l'Arrondissement de la Croix-des-bouquets, Mine de bauxite (page 90).
- 3- Grande-rivière-du-nord, Commune et chef-lieu de l'arrondissement de Grande-rivière – du-nord du Département du Nord, Mines de cuivre, de Zinc, d'argent et de plomb (page 100).
- 4- Gros-Morne, Commune et chef-lieu de l'arrondissement de Gros-Morne du Département de l'Artibonite, Mines de bauxite, de cuivre, et de manganèse (page 104).
- 5- Jacmèl, commune de l'arrondissement de Jacmèl et chef-lieu du Département du Sud-Est, mines de bauxite et de manganèse (page 109).
- 6- Jean-Rabèl, commune de l'arrondissement de Mole Saint-Nicolas, du Département du Nord-Ouest, Mines de cuivre (page 111).
- 7- Jérémie commune de l'arrondissement de Jérémie et chef-lieu du Département de la Grand-Anse, une Mine de bauxite (page 113).
- 8- Kenscoff, Commune de l'arrondissement de Port-au-Prince, Département de l'Ouest, une Mine de Bauxite (page 115).
- 9- La Vallée de Jacmèl, Commune de l'arrondissement de Jacmèl du Département du Sud-Est, une Mine de Bauxite (page 122).

- 10- Miragoane, Commune de l'arrondissement de Miragoane devenue chef-lieu du Département des Nippes par la loi du 18 juin 2003, des Mines de beauxite. A l'époque du gouvernement de François Duvalier, 1957-1971, ces Mines ont été exploitées par une compagnie étrangère : Reynolds Haytian Mines (page 140)
- 11- Ouanaminthe, commune et chef-lieu de l'arrondissement de Ouanaminthe du Département du Nord-Est, une Mine d'or (page 149).
- 12- Perche, Commune de l'arrondissement de Fort-Liberté du Département du Nord-Est, une Mine d'or (page 151).
- 13- Pestèl, Commune de l'arrondissement de Corail du Département de la Grand-Anse, Mine beauxite (page 152).
- 14- Petite-Riviere-de-Nippes, Commune de l'arrondissement de Miragoane du département des Nippes, une Mine de beauxite (page 159)
- 15- Plaisance du Nord, Commune et chef-lieu de l'arrondissement de Plaisance du Nord, une Mine de Cuivre (page 166).
- 16- Port-a-Piment, Commune de l'arrondissement de Coteaux du Département du Sud, un Mine de Manganèse (page 169).
- 17- Saint-Michel-de-L'attalaye, Commune de l'arrondissement de Marmelade du Département de l'Artibonite, Mine de cuivre (page 184).
- 18- Saint-Louis-du-Nord du Département du Nord-Ouest, une Mine de cuivre (page 187).
- 19- Terre-Neuve, Commune de l'arrondissement de Gros-Morne du Département de l'Artibonite Mine de beauxite (page 198).
- 20- Thiotte, Commune de l'arrondissement du Sud-Est, une Mine de Beauxite (page 201).
- 21- Vallières, Commune et chef-lieu de l'arrondissement de Vallières du Département du Nord-Est, une Mine d'or (page 211).

A s'en tenir à toutes ces informations tirées de ce document, Haïti dispose d'importantes ressources ou richesses naturelles pour développer l'économie nationale, et créer une masse d'emplois durables.

CHAPITRE IV

4.1- Introduction

Nous rappelons que conformément aux assises conceptuelles précédemment mises en place par une représentation de l'endémie Chronique de la situation Socio-économique du pays trouve son explication à partir d'une crise agraire et d'une sous- production ainsi la situation qui pousse les Haïtiens à laisser le pays illégalement pour se rendre en République Dominicaine. Cette théorie, appelée représentation sociale conditionne leur comportement, influence leur motivation, détermine leur niveau de compréhension dans le mode d'organisation pour se rendre vers la République Dominicaine. Ainsi, dans cette section il sera question de présenter d'abord le terrain de l'étude, de rédiger ensuite les éléments de dispositifs de la recherche suivis de l'analyse des résultats et d'entamer enfin la discussion sur les pistes d'intervention, la limite et les pistes de recherches suivies de la conclusion.

4.2- Présentation du terrain de la recherche

Barahona, de son vrai nom Santa Cruz de Barahona, est une ville de la province de Barahona au sud de la République Dominicaine. Compte 92.000 habitants. Située dans la baie de Neiba à environ 300km au sud-ouest de Santo-Domingo. Fondée en 1802 par Toussaint Louverture. La principale activité économique de Barahona repose sur la sucrerie. Barahona possède un aéroport municipal en hommage à l'actrice américaine Marie Montez, originaire de la zone dénommée Aéroport international Maria Montez. Les activités touristiques, le Lac salé d'Enriquillo, vous pourrez observer des flamands roses, des crocodiles et des iguanes. Et sur la route qui mène au lac, les peintures d'indiens. En 2002, elle comptait 179 239 habitants par km carré, avec 10 municipalités et 11 zones municipales. Les activités commerciales sont constituées principalement de la canne à sucre, du café, du cacao et du tabac. Au cours de ces dernières années, une partie de ces terres fertiles a été affectée à la culture de produits non traditionnels tels que les légumes d'hiver, les melons et les fruits tropicaux. L'infrastructure routière existante à Barahona répond plus ou moins aux normes internationales.

4.3- Les éléments de dispositifs de recherches

Les éléments de dispositif de recherche constituent les différents facteurs suivants :

L'opérationnalisation des variables, les caractéristiques de l'échantillon, la méthode de la

recherche, techniques de collecte des données, moyens utilisés, techniques d'analyses. Ces éléments feront des lignes suivantes.

4.3.1- Opérationnalisation des variables

Cette partie consiste à présenter les variables de l'étude ainsi que les modalités et les indicateurs de chaque variable.

4.3.1.1- Variable indépendante : Modalité / Indicateur.

La variable indépendante demeure la conception de l'immigration. Cette conception se définit comme le mouvement légal du va et vient des hommes, femmes, enfants, d'un pays vers un autre pays.

Le tableau suivant indique les modalités et les indicateurs de cette variable :

Modalités	Indicateurs
Conception immigration légale	-Admettre qu'une personne peut laisser son pays pour immigrer dans un autre pays avec un papier légal répondant aux principes de la loi régissant la matière. -Admettre que la personne peut immigrer pour trouver un emploi tout en respectant les normes et les lois de l'immigration. -Admettre que la personne peut immigrer pour faire des études avec accord légal de l'université et en conciliation avec les lois en vigueur sur l'immigration. -Admettre que la personne peut immigrer pour des causes politiques après l'accord des deux Etats en question.

Modalités	Indicateurs
Conception immigration illégale	Ne pas admettre qu'une personne puisse laisser son pays pour immigrer dans un autre pays avec un papier légal répondant aux normes et aux principes régissant la matière. Ne pas admettre que la personne puisse immigrer pour trouver un emploi tout en respectant les normes et les lois de l'immigration. Ne pas admettre que la personne puisse immigrer pour faire des études avec l'accord légal de l'université et en conciliation avec les lois en vigueur sur l'immigration. Ne pas admettre que la personne puisse immigrer pour des causes politiques après l'accord des deux Etats en question.

4.3.1.2- Variable Dépendante : Modalités/Indicateurs

La variable dépendante est la suivante : condition socioéconomique Haïtiens dans les bateys. Cette variable se définit comme une condition infrahumaine, condition de misère, d'humiliation et de la honte vivant les haïtiens dans les bateys. Le tableau suivant présente les modalités et les indicateurs de cette variable :

Modalités	Indicateurs
Mauvaise condition de vie	-Pas d'eau potable, latrines, toilettes, d'énergie électrique.
Mauvaise condition de travail	-Pas de moyen de transports pour se rendre vers le lieu de travail. -Un salaire dérisoire, soit \$ 2 us, i-e 40 pesos pou 18 heures de travail. coup de fouets, bourrades, insulte, mépris -Pas d'assistance médicale Pas de jours de congé -pas de droit de revendiquer
Mauvaise condition éducative et loisir	-pas d'école. Pas de loisir.

4.4.4- Caractéristique de l'échantillon

En matière d'échantillonnage, les questions fondamentales proposées par Poirier, Clapier-Valladon et Raybaut(1993) jettent déjà les bases essentielles : qui va-t-on interroger et pourquoi ? Qui va-t-on exclure et pourquoi ? Où va-t-on trouver les sujets de l'enquête ? Les réponses à ces questions constituent les bases constitutives de l'échantillon.

Ainsi, les sujets de l'enquête demeurent les conditions de l'immigration et la situation des Haïtiens en République-Dominicaine de 15 à 55 ans. Pourquoi ? Il semble que les conditions selon lesquelles un nombre d'haïtiens immigrant vers la République Dominicaine ne respectent pas les normes et les principes de l'immigration et aussi ils ont subi toutes formes d'humiliations, d'exclusions en arrivant en République Dominicaine. Pour la tranche d'âge de 15 à 55 ans, ce choix n'est déterminé par aucun choix théorique. Mais, nous proposons que le nombre de personnes dans cette tranche d'âge soit plus élevé sur le terrain de l'enquête que n'importe quelle autre tranche d'âge.

Ensuite, le nombre de participants à l'étude se limite à 20. Ce nombre est loin d'être statistiquement représentatif de l'ensemble de la population de l'enquête, mais cette non représentativité statique se justifie dans les lignes suivantes : nous n'avons aucune intention d'extrapoler les résultats sur l'ensemble de la population d'où est tiré l'échantillon. Donc, nous sommes pour une étude qualitative pertinente dont la validité se repose sur la variété des témoignages possibles.

En ce qui concerne le lieu de l'enquête, le choix de « barahona » comme lieu où va se dérouler la recherche n'est pas sans importance. Les bateys de barahona ont toujours été représentés comme lieux où les haïtiens subissent beaucoup de frustrations et ils croient toujours que la vie va mieux dans la batey de barahona que dans les autres bateys.

En outre, les participants de cette recherche doivent avoir obligatoirement les caractéristiques suivantes :

- 1- Etre actifs dans les activités de la batey.
- 2- Etre âgés entre 15 à 55 ans.

3- Vivant dans les bateys de barahona (depuis une année au minimum).

4- Etre hommes, femmes, enfants.

Les autres caractéristiques comme le niveau d'étude, l'état matrimonial, le statut social et la croyance religieuse ne sont pas, certes, les facteurs de sélection des participantes, mais ils vont nous permettre d'établir certaines nuances au niveau des résultats obtenus.

4.4.5- Méthode de la recherche

Les motivations inconscientes de la souffrance psychique ne s'expriment pas en chiffres ou en diagrammes (Ruffiot 1989, p.2). Ainsi, la méthode qualitative est retenue pour cette étude, car l'orientation de cette recherche est centrée sur le contenu et vise l'accès aux significations que les répondantes élaborent ainsi qu'à la formation d'un savoir concret et quotidien à l'intérieur d'un groupe particulier.

Par ailleurs, inspirés des travaux de Jodelet(1989), Abric(1994), Clément(1994), Flick(1992) et Anadont(1999), nous croyons que l'examen des préjugés, attitudes, des opinions et des croyances liées aux termes du sujet mérite d'être envisagé dans une perspective compréhensive tout en tenant compte de la vision du monde des acteurs confrontés à l'objet.

4.4.6- Technique de collètte des données.

Au cours de ce travail de recherche Scientifique, nous avons fait appel à la technique documentaire qui nous permet de consulter des documents ayant rapports aux deux Etats ou Républiques qui partagent l'île d'Haïti. Le choix de l'entretien semi-directif est retenu. En ce qui concerne la définition de l'entretien semi-dirigé, celle de Benoit Gauthier (2009, p.340) retient notre attention :

“L’entrevue semi-dirigée consiste en une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l’échange dans le but d’aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu’il souhaite explorer avec le participant à la recherche .Grace à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l’étude sera construite conjointement avec l’interviewé.”

Plusieurs raisons soutiennent ce choix .D’abord selon Abric (1994) l’entretien non-directif ou compréhensif constitue à l’heure actuelle la méthode indispensable à toutes études sur les représentations. En ce sens, la richesse heuristique des productions discursives obtenues par l’entrevue réside dans ce qu’elle permet d’atteindre non seulement des aspects visibles des événements, les éléments fondamentaux de l’univers phénoménologique, les formateurs, mais aussi leurs significations sous-jacentes.

Par ailleurs, cette technique décrite par Tremblay(1968), représente une prise directe sur la construction sociale d’une réalité tant objective que subjective ; c’est enfin l’apion proche par excellence lorsque le phénomène appartient au passé et que l’observation systématique est impossible ou se rapporte directement à la reconstruction objective de l’événement. Ainsi l’informateur s’y sent écouté et glisse vers un rôle centrale : il n’est pas seulement interrogé sur son opinion, mais il possède un savoir précieux que l’enquêteur n’a pas (Kaufman, 1996).

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que l’entrevue semi-dirigée comporte aussi des limites. L’expérience de l’interviewé dépasse de loin son discours sur son vécu. Alors que le chercheur considère le discours de l’interviewé comme un portrait de la réalité (Gauthier, 2009, p.356). La personne de l’enquête peut biaiser les messages communiqués par souci de bien paraître ou d’être bien vue par le chercheur dans une communication de face à face (Ibid., pp.356-357). Les personnes peuvent aussi présenter des blocages de communication en face des sujets tabous, ce qui empêche un véritable dialogue entre le chercheur et l’enquêté (Ibid., p.357). Bref, l’entrevue semi-dirigée avec ses forces et ses faiblesses représente l’instrument adopté pour la saisie des données de la recherche. Cependant, pour des raisons techniques, un questionnaire introduira l’entrevue et visera à recueillir des données sociodémographiques sur les participants de l’enquête.

Le questionnaire et le canevas d’entretien ont été administrés comme essai à un nombre réduit de 3 garçons et une fille de 15 à 55 ans avant d’être administrés à l’ensemble de l’échantillonnage. Cette pré-enquête nous a permis de tester la fidélité, la validité du questionnaire et du canevas d’entretien. Elle nous a permis de les réviser et les améliorer.

En ce qui concerne l’entrevue semi-dirigée, un guide d’entretien a été élaboré pour permettre d’orienter la conversation vers les grands thèmes de l’étude :

a) Immigrations en République dominicaine.

b) Condition socioéconomique dans les bateys.

Les questions sollicitent tantôt une réponse dichotomique, tantôt une réponse ouverte.

Le premier volet comprend 10 questions ouvertes permettant au braceros de s'exprimer librement. Les 10 questions cherchent à déceler respectivement l'arrivée des Haïtiens dans les bateys.

- 1) Prénom et nom
- 2) Nom du batey où il vit
- 3) De quelle ville vient-il d'Haïti ?
- 4) Quel âge a-t-il ?
- 5) Quels papiers d'identité a-t-il ?
- 6) Pourquoi a-t-il quitté Haïti pour venir en république dominicaine ?
- 7) Comment a-t-il laissé sa maison pour aller vers la frontière ?
- 8) Comment a-t-il traversé la frontière ?
- 9) Cela dure combien de jours pour arriver dans les bateys ?

Le second volet portant sur les conditions socioéconomiques comporte 10 questions. Les Braceros sont appelés à fournir des renseignements concernant

- 11) Les conditions de vie dans le batey ?
- 12) Combien de personnes partagent une chambre ?
- 13) Comment travaille-t-il ?
- 14) Combien de temps dure une journée de travail ?
- 15) Après combien de jours de travail a-t-il reçu son premier salaire ?

- 16) Quelles difficultés rencontre-t-il généralement pour percevoir son salaire ?
- 17) A-t-il été victime de mauvais traitements ?
- 18) Y a-t-il un centre de santé dans la baraque ?
- 19) les autorités de la sucrerie lui ont –elles expliqué les lois régissant les conditions de travail ?
- 20) combien de repas reçoit-il par jour ?

Par ailleurs, le questionnaire d'identification, introduisant l'entrevue et comportant 12 questions, vise simplement à préciser quelque donnée dont le lieu d'habitation.

- 1) La durée d'habitation dans le batey.
- 2) Le sexe
- 3) L'âge
- 4) Fréquentation à l'école
- 5) Niveau de scolarité
- 6) Dernière classe fréquentée
- 7) Profession
- 8) Occupation
- 9) Statut matrimonial
- 10) Religion

Il faut noter que le questionnaire comporte un numéro correspondant à chaque sujet.

4.4.7- Les moyens utilisés

Pour réussir ce travail de recherche, nous avons collecté des données auprès de presque toutes les bibliothèques du pays et même en République Dominicaine, sans oublier la bibliothèque privée de notre directeur de mémoire, professeur César Francis, en ce qui a rapport à l'entretien. Pour rencontrer les Haïtiens dans les bateys (Braceros), deux facilitateurs habitant la batey ont été contactés. Chaque facilitateur joue un rôle différent dans les démarches entreprises pour trouver les braceros de l'enquête. Le premier facilitateur est un responsable du centre d'éducation culturelle pour la renaissance et le second est un personnage de la batey ce facilitateur nous a accompagné dans les visites visant à rencontrer les enquêtés.

Avant de décrire le déroulement de l'entretien, il est judicieux de signaler par quelle méthode d'échantillonnage les enquêtés ont été choisis. La méthode échantillonnage retenue reste échantillonnage aléatoire simple. Le second facilitateur nous a conduits dans des maisons où se trouvent des braceros éligibles à l'enquête. Nous avons choisi cette méthode parce que, d'abord, les braceros de l'étude sont distribués de manière aléatoire dans la batey 8 de barahona, ensuite la taille de l'échantillon est petite (20 participants) et, enfin la batey 8 de barahona présente une faible dispersion géographique.

4.4.8- Technique d'analyse

Pour analyser les données de l'enquête, nous retenons l'analyse de contenu. Ce choix est déterminé par la raison suivante : il existe un lien historique entre l'analyse de contenu et la théorie des représentations sociales. Serge Moscovici (1976) a fait de cette méthode un outil privilégié pour étudier la représentation sociale. Cette relation n'a rien d'arbitraire. Premièrement, la communication, en tant qu'objet de l'analyse de contenu, demeure, selon Moscovici(1976), le processus fondamental de la formation de la représentation sociale. Cet aspect est clairement démontré dans la définition donnée par Laurence Bardin(1977) : l'analyse de contenu est 'un ensemble de techniques d'analyse des communications visant , par des procédures systématiques et objectives de description du contenu des énoncés , à obtenir des indicateurs permettant l'inférence de connaissances relatives aux conditions de production/réception(variable inférées) de ces énoncés '. Deuxièmement, la communication

sociale est alimentée par les matérielles que fournissent les représentations sociales. Bref, l'analyse de ce contenu est retenue pour notre travail, cette technique de recherche pour la description objective, systématique et qualitative du contenu manifeste (et latent) des communications, ayant pour but de l'interpréter (Barelson, 1952)

CHAPITRE V

5-Présentation et Analyse des résultats

Cette partie présente les données recueillies auprès des personnes enquêtées. Pour commencer, nous exposerons les variables démographiques de l'enquête, les conditions de l'immigration ensuite les conditions socioéconomiques

Nous tenons à rappeler aux lecteurs que nous présenterons ici les points saillants et les éléments récurrents.

5.1- Variable démographiques liées aux sujets de l'enquête.

Il est impossible de recueillir toutes les données démographiques auprès des enquêtés. C'est pourquoi, notre attention portera sur l'âge, le niveau d'étude, la profession, l'occupation, statut matrimonial et enfin la religion des enquêtés.

5.1.1- Déroulement de l'entretien.

Les entretiens ont commencés par les phrases suivantes :

'Nou se 2 etidyan nan inivèsite amerikèn dè syans modèn d'ayiti ki sitiye nan kapital ayiti, nou ta renmen fè yon ankèt sou ayisyen k'ap viv nan batèy sa, kise batey 8 la. Ankèt sa ap ede nou fè yon devwa pou nou remèt nan inivèsite a. nou pral gen pou nou pale sou konman nou antre an repiblik dominiken, sou kondisyon nap viv nan batey la .Men, tout sa ki pral di yo ap rete sekrè .Sèlman nou ta renmen tout sa nou pral di yo la verite, epi se bagay ki sot nan panse nou.

Par la suite, nous avons d'abord abordé les variable démographiques, ensuite les conceptions de l'immigration et enfin la situation des Haïtiens dans les bateys. Ces entretiens se sont déroulés dans un lieu calme, sur l'ombre d'un arbre dénommé (bayaron) et en absence d'autres personnes. Ils ont duré cinq à dix minutes en moyenne.

Les conditions d'immigration demeurant des sujets tabous, il est donc très difficile d'aborder et de recueillir des données sur ces sujets. Ainsi pour faciliter une parole déliée sur ces thèmes, les entretiens n'ont pas été enregistrés. Mais, la prise de notes a été pratiquée, car

Benoit Gauthier (2009, p.35) a conseillé vivement les chercheurs à prendre des notes même quand l'interviewé autorise l'enregistrement des propos. Car elle permet au chercheur de «retenir les idées importantes avancées, de noter des propos que l'on voudra clarifier et de mettre en évidence des éléments nouveaux de compréhension qui émergent»

Précisons que la référence aux enquêtées dans le corps du texte se fait par l'usage de numéro (comme participante 1,2 etc.) afin de conserver l'anonymat des personnes rencontrées.

Enfin, nous avons réalisé 20 entretiens avec 20 participants (un entretien par participant) sur une période de 3 jours (du 20 au 23 janvier 2011). En moyenne, nous avons réalisé 6 entretiens par jours.

5.1.2- L'âge des enquêtées

L'âge des enquêtés varie de 15 à 45 ans .il est à remarquer que les groupe de 20 à 25 ans sont majoritairement représentés dans l'échantillon, soit 30 pourcent par rapport aux groupes de 15 à 25 ans (26 pourcent). A l'inverse, le groupe 40 à 45 ans demeure la tranche d'âge ayant le plus petit nombre de sujet comparativement aux autres tranches d'âge de l'échantillon, soit 2 pourcent. Par ailleurs 14 pourcents des sujets ont l'âge compris entre 20 et 35 ans. Enfin le groupe de 25 à 30 représente 22 pourcents d'échantillon .Alors que celle de 35 à 40 ans représente 6 pourcents des braceros étudiés.

La plus grande disponibilité dont les jeunes font preuve par rapport aux adultes pourrait être l'une des raisons pouvant expliquer le plus fort pourcentage des jeunes dans l'enquête. Sur le terrain de l'enquête, les adultes sont souvent acculés surtout pour les femmes, elles sont toujours occupées à faire les travaux domestiques même lorsqu'elles sont revenues très fatiguées des champs de canne, pour les hommes, ils ne veulent pas parler pour que les femmes ne puissent pas avoir plus d'information sur eux, voilà ce qui explique le pourcentage supérieur des jeunes par rapport aux adultes. En gros, les adultes, femmes, hommes sont toujours réticents à prendre part dans les rencontres d'enquêtes.

TABLEAU 1) REPARTITION EN POURCENTAGE DES SUJETS SELON L'AGE

AGE DES ENQUETES	% DES GROUPES ENQUETE
15-20	26 %
20-25	30 %
25-30	22 %
30-35	14 %
35-40	6 %
40-45	2 %
TOTAL	100 %

5.1.3- Niveau d'étude des enquêtées

Le niveau d'étude des enquêtés varie de niveau zéro jusqu'à l'université. Ainsi, un pourcentage de braceros relativement élevé n'a point fréquenté l'école 78% et 18% ont atteint le niveau primaire. Soit 4% ont accès à l'école secondaire et pour le niveau universitaire c'est une catastrophe, aucun d'entre eux n'a eu la chance de fréquenter un centre universitaire, ce qui implique un pourcentage de 0 pourcent.

TABLEAU 2) Répartition en pourcentage des données selon le niveau d'étude.

Niveau d'étude des enquêtés	Pourcentage des braceros de l'enquête
Aucun niveau	78 %
Primaire	18 %
Secondaire	4 %
Universitaire	0 %
Total	100 %

5.1.4- L'état matrimonial des enquêtés

Selon l'état matrimonial, l'analyse des données indique que la majorité des braceros sont des célibataires (60 %) et (20 %) vivent avec quelqu'un). Un très faible pourcentage de braceros, soit 6 % sont séparés et 12 % sont placés. Les braceros mariés constituent 2 % de l'échantillon.

TABLEAU 3) REPARTITION EN POURCENTAGE DES SUJETS SELON L'ETAT MATRIMONIAL.

ETAT MATRIMONIAL DES ENQUETES	POURCENTAGE DES BRACEROS DE L'ENQUETE
VIVE AVEC QUELQU'UN	22 %
CELIBATAIRE	60 %
MARIE	2 %
PLACE	6 %
SEPARE	12 %
TOTAL	100 %

5.1.5- Profession des enquêtées

Selon le statut professionnel, un fort pourcentage des enquêtés, soit 70 % n'ont aucune profession contre 40 pourcent seulement des braceros qui ont une profession. Ainsi, 8% sont des contremaitres maçons, 12 % sont des agriculteurs, un faible pourcentage des femmes, soit 4 % sont des ménagères et 6 % sont des couturières.

TABLEAU 4) REPARTITION EN POURCENTAGE DES SUJETS SELON LEUR STATUT PROFESSIONNEL.

STATUT PROFESSIONNEL DES ENQUETES	POURCENTAGE DES BRACEROS DE L'ENQUETE
AUCUN PROFESSION	70 %
Maçonnerie	8 %
AGRICULTEUR	12 %
MENAGERE	4 %
COUTURIERE	6 %
TOTAL	100 %

5.1.6- Religions des enquêtées

Le vaudou est la religion la plus pratiquée par les braceros enquêtés, soit 60 pourcent. Derrière le vaudou, se trouve le catholicisme 25 pourcent des enquêtés. 13 pourcent des braceros enquêtés sont des protestants. Il faut également signaler que seulement 2 % des enquêtés ont déclarés, ils n'ont pas de religions.

TABLEAU 5) REPARTITION EN POURCENTAGE DES SUJETS SELON LEUR RELIGION

RELIGION DES ENQUETES	POURCENTAGE DES SUJETS SELON LEUR RELIGION
VAUDOU	60 %
CATHOLIQUE	25 %
PROTESTANT	13 %
AUCUN RELIGION	2 %
TOTAL	100 %

5.2- Items mesurant les indicateurs de la variable indépendante :

Conception sur l'immigration vers République Dominicaine lieu à la situation des Haïtiens dans les bateys.

5.2.1- Conception des enquêtés sur l'idée selon laquelle une personne peut laisser son pays pour immigrer dans autre pays avec un papier légal répondant aux principes de la loi régissant la matière.

Il a été demandé aux participants leur opinion sur l'idée selon laquelle, **l'immigration dans d'autres pays avec un papier légal répondant aux principes de la loi régissant la matière**. les réponses se divisent en deux catégories : ceux qui l'admettent et ceux qui ne l'admettent pas. Ainsi, cette idée est admise par 66% des enquêtés et 34 % ont largement exprimé leur désaccord.

L'accord de 66 % des enquêtés à cette idée est soutenu par un ensemble d'arguments. D'abord, prenons les arguments avancés pour justifier la normalité la loi régissant la matière. Ainsi, pour les enquêtés, il est bon d'utiliser les moyens légaux pour immigrer dans d'autre pays. Les propos suivants en témoignent :

“ Li toujou bon lèw yon nonn gen tout papyew pouw antre nan yon peyi paske le yon nonm legal nan yon peyi ou mache pi alèz epi ou pap fè nenpòt dyòb e patwon an ap plis respektew ” (participant 1).

“ Lèw yon moun antre nan yon peyi legal, li antre ak onèl epi l’ap sòti ak respèl depi li pa fè sa ki mal ”. (Participant 7).

“ Lèw antre legal nan yon peyi li bon anpil paske si yon lè ou ta gen pwoblèm ak yon lòt moun w’ap ka al lajistis ak moun nan san kè kase ” (Participant 11).

“ Lèw rantr nan yon peyi legal ou pa nan zafè maron, ou mache lèw vle, ou pa dòmi ak kè sote epi enfin... ” (Participant 14).

Li nòm al pouw itilize moyen legal yo pouw rantr nan yon peyi paske pa gen pyès moun ki sou tèt lalwa, si lalwa mande pou ou fè yon bagay ou dwe fèl siw pa fèl se pou ou lap mal ”. (Participant 37).

Si des raisons ont été évoquées pour justifier **l’immigration dans d’autres pays avec un papier légal répondant aux principes de la loi régissant la matière**, plusieurs raisons ont été également signalées pour justifier que l’immigration dans d’autres pays avec un papier légal répondant aux principes de la loi régissant la matière est anormale.

D’abord, les enquêtés ont clairement déclaré que le frais de transport est tellement élevé qu’ils sont obligés d’utiliser les moyens illégaux pour se rendre dans d’autres pays, pour le cas de la République Dominicaine, une partie des gens soutient que la République Dominicaine fait partie de l’île par contre ils ont leurs droits de se rendre en République dominicaine sans avoir besoin d’un passeport et d’autres avancent avec d’autres propos pour soutenir l’idée d’immigrer en République-Dominicaine sans un papier légal. Les propos suivants en témoignent :

‘ Papye legal yo bon se vre men, nou pa gen mwayen pou nou fè yo e lèw konnen kantite kob pouw genyen pouw jwenn yon ti papye epi sak pi mal la ou pa menn jwenn li ni esperel dayè fòw ta monte jis pòtoprens pouw chache papye sa yo, nan ka sa a nou itilize moyen ki pi fasil la paske nou paka rete mouri anba mizè ’ ’ (Participant 28).

‘‘Si dominiken pa bezwen papye pou yo antre an ayiti, nou menm tou nou pa bezwen nou bezwen papye’’ (participant 39)

‘‘Lèw gade laj ap monte ou pa gen espwa, wap gad manmanw nan je ou pa wè anwo ou pa wè anba e ou plen ti sè ak ti frè se ou ki pi gran ou oblije met kòw deyo pouw chache lavi, san panse ak keksyon papye.’’ (Participant 37).

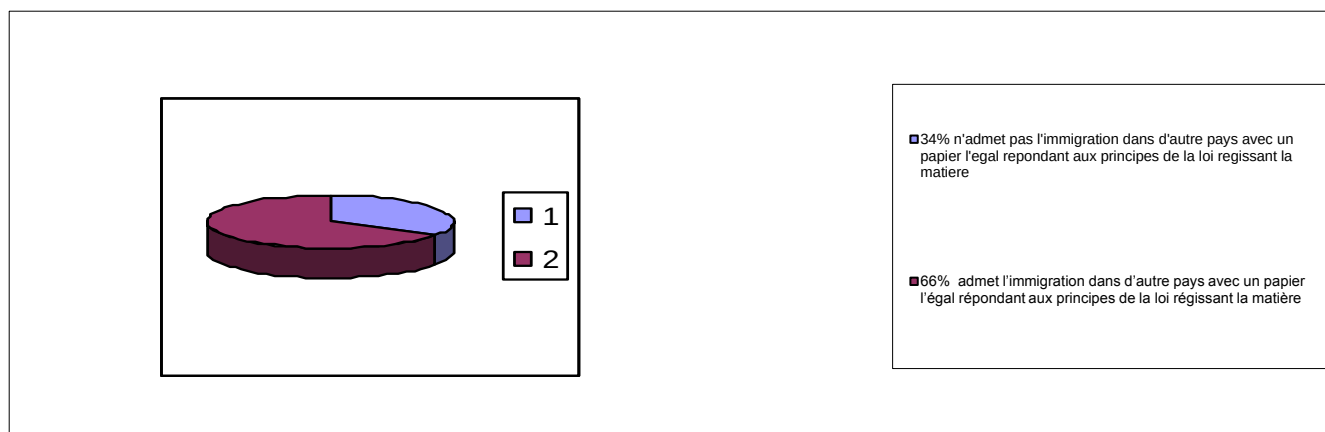
‘‘ Lavi an ayiti se mizè, pwoblèm peyi pa ofri yon nonm anyen lèw resi fè yon ti jaden lapli pa janm tonbe, ou pa gen rele ou pa gen reponn e nèg pwal marye ou oblije net kòw deyo pou al chache kot lavi fè kwen, ’’ (participant 9)

Enfin, selon les enquêtés **l’immigration dans d’autre pays avec un papier légal répondant aux principes de la loi régissant la matière** est anormale, mais la situation qu’ils vivent leur permet d’utiliser les moyens qui ne répondent pas aux principes de la loi régissant la matière)

Bref, en majorité, les braceros de l’enquête attendent que l’utilisation d’un papier légal répondant aux normes de l’immigration soit toujours favorable à une personne qui veut franchir la ligne frontalière pour rentrer en République-Dominicaine. Car, selon eux, le respect d’une personne, dépend de la personne, de plus ils voient que, lorsqu’une personne est munie d’un papier légal dans pays étranger, il peut dire, oui ou non à une chose qui lui paraît anormale. Cependant, si la majorité partage cette idée, un pourcentage non négligeable (34 %), voient d’un œil positif le fait de rentrer sans papier sur le territoire dominicain. C’est le cas d’un jeune braceros de 19 ans.

‘‘m pa wè sa gen anyen ladanl, si yon moun antre sou teritwa dominiken yo, san papye ,dayè se yon sèl tè ,se moun yo ka fè afè pa yo, antouka bondye ki mèl tè a ak syèl la ,pat janm bay chak moun pòsyon tè pa yo, alò mwen pa wè rezon fòk yon moun gen paspò ,viza pouw antre sen domeng, mwen ka asepte sa pou etazini paske li byen lwen men sendomeng anba bouch nou an la ,mwen pa wè poukisa tout bagay sa yo ? Mwen pa wè poukisa’’ (participant 11).

Graphe 1) répartition en pourcentage des sujets admettant qu'une personne peut laisser son pays pour immigrer dans d'autres pays avec papier légal répondant aux principes de la loi régissant la matière.



Source : enquête auprès de braceros de la bateys 8 de barahona

5.2.2- Conception des enquêtés sur l'idée selon laquelle une personne peut immigrer pour trouver un emploi tout en respectant les normes et les lois de l'immigration.

Les données révèlent qu'un fort pourcentage des braceros admet qu'une personne peut immigrer pour trouver un emploi tout en respectant les normes et les lois de l'immigration soit (70 %) alors que (30 %) ne partage pas cette idée.

Pour corroborer l'idée selon laquelle une personne peut immigrer pour trouver un emploi tout en respectant les normes et les lois de l'immigration, les enquêtés évoquent plus d'une raison.

D'abord, les enquêtés évoquent l'idée que toutes personnes qui n'ont pas de moyens pour répondre aux besoins de leurs familles doivent immigrer dans d'autres pays tout en respectant tous les principes de l'immigration pour trouver un emploi afin d'apporter leurs supports à leur famille. Pour ces enquêtés, il revient à une personne de respecter les normes de l'immigration pour se rendre dans d'autres pays pour trouver un emploi.

‘ Tout moun fèt pou viv, si lavi a pa bon bò lakay ou, ou oblije al chache l' kotel miyò a, men fok ou toujou pran vwa legal yo pouw al chache lavi miyò a... ’ (participant 20)

Lèw pati li bon anpil, si tou pou moun kap viv bò lakay ou, yo pa jwenn ou pou yo kritikew epi lakay gen espwa .se sak fè ou dwe respekte nòm yo pou pati kite peyi. (participant 19).

En outre, les enquêtés évoquent l'importance de l'immigration dans la vie. Surtout les personnes responsables. ils disent que la responsabilité familiale est dure, par contre une personne responsable doit toujours être à la recherche d'un emploi afin de répondre aux besoins de sa famille. Il suffit de lire les témoignages des enquêtés pour en être convaincu :

Responsabilite madanm ak pitit frèm se pa po non ! lèw wap gade lekòl ap ouvri, ou pako ka jwenn kob lekòl vwa pou kob inifòm wa kouri pran lari rele anmwey wi frè pam. (participant 11)

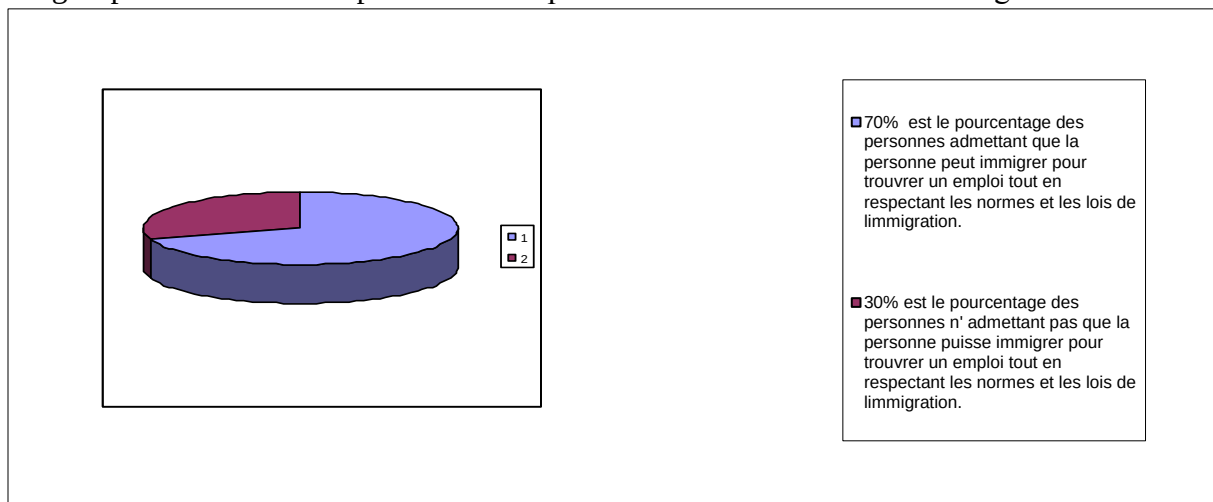
La vi a se yon lekòl li ye ou dwe apran li chak jou, epi ou dwe al toupatou pouw ka aprann plis, de fwa lè yon moun kite peyi li se le sa li konn ki valè peyi li te genyen, antouka mwen kite ayiti, se lavi mwen vin chache e mwen respekte tout prensip yo de fason poum ka gen rezonm devan imigrasyon.

Cependant, de l'avis de ceux et celles qui ne partagent pas la croyance selon laquelle une personne peut immigrer pour trouver un emploi tout en respectant les normes et les lois de l'immigration, ils évoquent l'idée que tous Hommes nés libres et égaux doivent travailler sans aucun problème dans tous les pays du monde sans avoir besoin d'un papier. D'ailleurs, selon eux, il serait mieux que tous les pays se mettent ensemble pour créer des travaux afin que tout monde puisse avoir un moyen d'avoir un salaire. Ainsi, un enquêté avance :

“M’ap trouvel lojik si tout peyi yo ta met ansanm pou yo kreye yon lwa, ki ap pèmèt tout moun ka kite peyi yo pou yo al travay nan nenpòt kèl peyi san pwoblèm.

Bref, en majeure partie, les enquêtés attendent qu'une personne puisse immigrer pour trouver un emploi tout en respectant les normes et les lois de l'immigration. Car selon leurs propos, une personne peut immigrer pour trouver un emploi afin de répondre aux besoins de leurs familles. Cependant, un pourcentage non négligeable (30 %) braceros, préfèrent d'immigrer sans avoir répondre aux normes de l'immigration à cause leurs nécessités.

Graphe 2) répartition en pourcentage des sujets admettant ou pas que la personne peut immigrer pour trouver un emploi tout en respectant les normes et les de l'immigration



Source : enquête auprès de 20 braceros de la batey 8 de barahona.

5.2.3- Conception des enquêtés sur l'idée selon laquelle, une personne ne peut immigrer pour faire des études avec l'accord l'égal de l'université et en conciliation avec les lois en vigueur sur l'immigration.

Il faut noter que la majorité des enquêtés priorise l'idée qu'une personne peut immigrer pour faire des études, car selon eux lorsqu'une personne a fait des études dans des pays étrangers, les haïtiens leur donnent plus d'importances que celui qui étudie en Haïti, soit un pourcentage de 68% et les autres 32% n'admettent pas cette idée.

Pour ceux et celles qui partagent l'idée selon laquelle une personne peut immigrer pour faire des études avec l'accord légal de l'université et en conciliation avec les lois en vigueur sur l'immigration. Mais ces personnes doivent retourner dans leur pays pour aider les autres qui n'ont pas de moyen, qui sont en difficulté. Des enquêtés abondent ainsi :

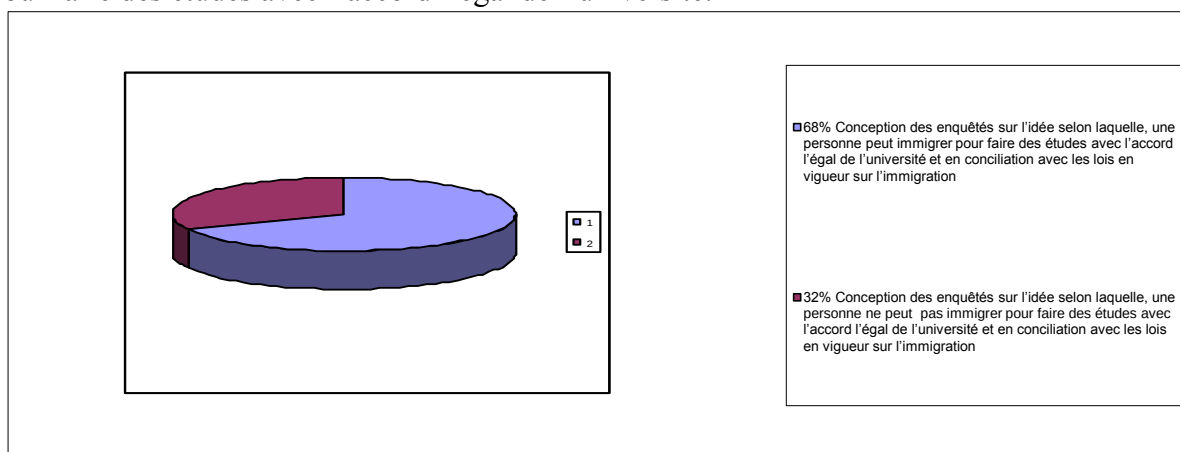
'' Etid se yon bagay ki enpòtan anpil, anpil nan tout peyi nan mond lan, epi li toujou bon lèw gen pitit ou kal fè etid li a letrange, men ou paka ap voye yon moun etidye ou regle tout papyè si non ou voye moun sa nan mawon, ou voye moun sa al pase mizè anba men imigrasyon ''.(participant 5)

‘‘Men an ayiti lèw yon moun pral antre nan yon lekòl li dwe prezante tout papyel, se men jann ou dwe respekte tout prensip yo anvan ou antre sou teritwa etranje a. sel bagay le yon moun fin etidye nan peyi etranje li ta dwe retounen nan peyi pal poul al ede lot moun yo ki pakapab etidye deyò yo, paske se pa de mizò non yon moun pase le li al etidye nan lot peyi’’. (participant 9)

Cependant, en ce qui concerne ceux et celles qui n’admettent pas qu’une personne puisse immigrer pour faire des études avec l’accord légal de l’université et en conciliation avec les lois en vigueur sur l’immigration. Ils évoquent des raisons très divergentes, pour certains lorsqu’une personne laisse son pays pour étudier dans un autre pays, ce dernier est devenu une personne libre, elle n’a personne pour la surveiller. Pour d’autres, les parents de ces étudiants peuvent penser que celui-ci étudie pourtant il peut entreprendre d’autres activités que ses études, c’est comme un investissement jeté à la fenêtre. Lisons les témoignages suivants :

Monchè lèw yon nonm ap redi pou w voye ti moun lekòl a letranje mwen wè se kòmsi ti moun nan te baw twòp pwoblem ou ekzilel pouw pa wè sal ap fè ankò, paske si timoun nan pa gen konviksyon se nan vi lib ou voye li, dayè ti moun nan anba vant ou ,ou paka voye je sou li mwen pa bezwen diw si li ap viv pou kont li ,san li pa gen okenn vwazinaj ki pou voye je sou li pou ou. Mwen pap janm gen pitit mwen poum voye li al etidye san ke mwen pa bò kotel, paske sam tande kap pase deyò a, mwen wè se yon lajan pèdi(patisipan 20).

Graphe3) répartition en pourcentage la conception admettant ou pas une personne peut immigrer pour faire des études avec l’accord l’égal de l’université.



Source : enquête auprès de 20 braceros de la batey 8 de barahona

5.2.4- Conception admettant qu'une personne peut immigrer pour des causes politiques après l'accord des deux Etats en questions.

Il est à noter que le plus fort pourcentage des enquêtés (60%) admet qu'une personne peut immigrer pour des causes politiques après l'accord des deux Etats en question. Un pourcentage de (40%) ne partage pas cette idée.

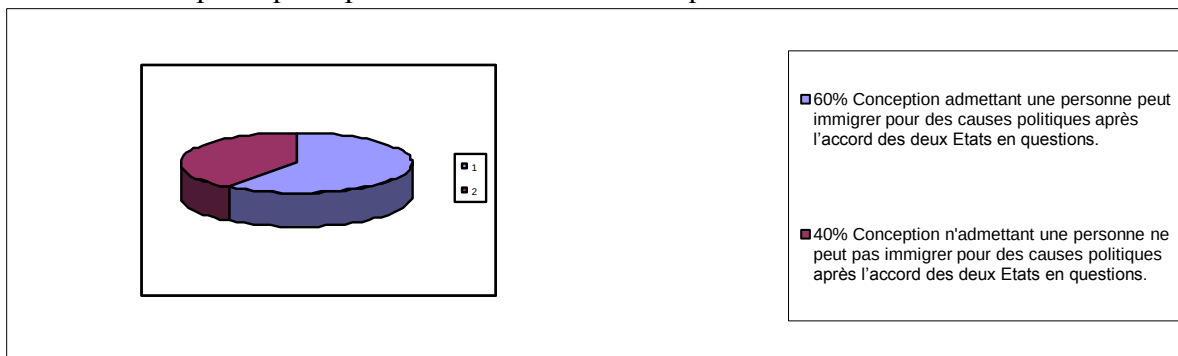
De l'avis de ceux et celles qui l'admettent, il leur revient le droit de vivre et ceci, libre sans problème. les braceros avancent que les personnes qui font de la politique sont des humains comme tous les autres humains, des fois c'est à cause de leur position politique que les responsables l'ont forcé à partir pour l'exil.

Kòm tout moun, moun ki fè politik la se yon moun li ye tou, s'il rive nan yon posisyon pou li denonse moun kap fè sak pa bon nan peyi, responsab yo vle touyel li oblije pran egzil, epi tou anpil fwa se nan entere nasyon an wi yo konn ye epi yo fòse yo pran egzil la !

Alors que celles et ceux qui ne partagent pas cette opinion dénoncent simplement les hommes politiques qui ont tellement fait du tort aux pays qu'ils ne méritent pas l'exil politique même s'ils sont légaux, on n'admet pas qu'il ait un contrat entre les deux Etats, car ils doivent rester dans le pays pour purger leur tort, je veux dire que si je suis ici maintenant c'est à cause de la mauvaise gestion des hommes politiques de mon pays.

Mwen pa dakò ak ide pou òm politik pran ekzil nan lot peyi paske si jodia mwen ap viv move moman sa yo, se akòz yo pa fè anyen pou ede ti pèp la yo dwe rete pou yo pini yo, se paske yo konnen yo gen lot peyi pou yo ale kifè ke yo ap maltrete pèp la konsa.

Graphe 4) répartition en pourcentage des enquêtés admettant ou pas une personne peut immigrer pour des causes politiques après l'accord des Etats en questions.



Source : enquête auprès de 20 braceros de la batey 8 de barahona

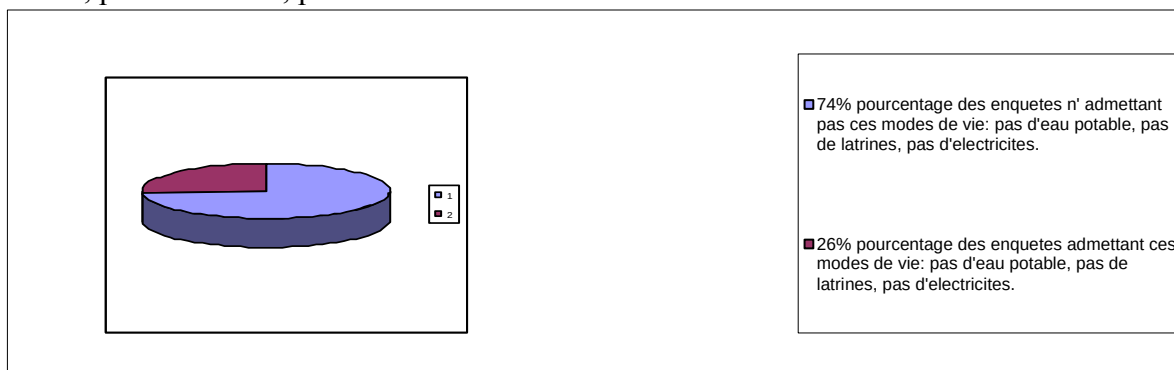
5.3- Items mesurant les indicateurs de la variable dépendante : mauvaises conditions de vivre, mauvaises conditions de travail, mauvaises conditions éducatives et loisir.

5.3.1- Mauvaises conditions de vie.

Rappelons que lorsqu'on parle de mauvaises conditions de vie, on se réfère normalement à la situation inhumaine que vivent les haïtiens dans les bateys, pas d'eau potable, pas de latrine, pas d'électricité etc..., il est à noter que 74 % n'acceptent pas ce mode de vie, mais à cause du chômage, de la misère, ils ont fini par accepter cette vie de vache enragée et ils se disent aussi, même lorsque la situation devient plus dure, ici, ils préfèrent y rester plutôt que de retourner en Haïti car la vie y est pire. Pour les autres 26 %, ils ont accepté de vivre dans cette situation à cause des persécutions subies auprès de leur voisinage et en fonction de leur responsabilité familiale.

mwen gen six pitit e mwen pa gen manman mwen gen papa se mwen sèl ki pou fè tout bagay e Ayiti siw pa gen marenn ak parenn ou pap janm jwenn yon travay .mwen oblije aksepte viv nan mizè sa, pas gen dlo, pa gen kouran menm latrin pa genyen se nan raje nou fè bezwen nou, paske tounen an Ayiti se pa anyen ou pral jwenn pou fè. (yon mesye ki gen 46 an). Sak fè mwen aksepte viv jan de vi sa se yon vwazinaj mwen ki di mwen dyab map manje pitit li, epi tout moun nan katye a fè yon sèl ko sou mwen pou yo manje, gran mesi bondye mwen te jwenn yon zanmi kite pati avèm e kite mennenm isit la ki te fèm pa mouri, se de pèsekisyon mwen jwenn nan zòn bò lakay mwen. (yon fanm ki gen 56 an).

Graphe 5) répartition en pourcentage des enquêtés admettant ou pas ces modes de vie : pas d'eau potables, pas de latrines, pas d'électricités.

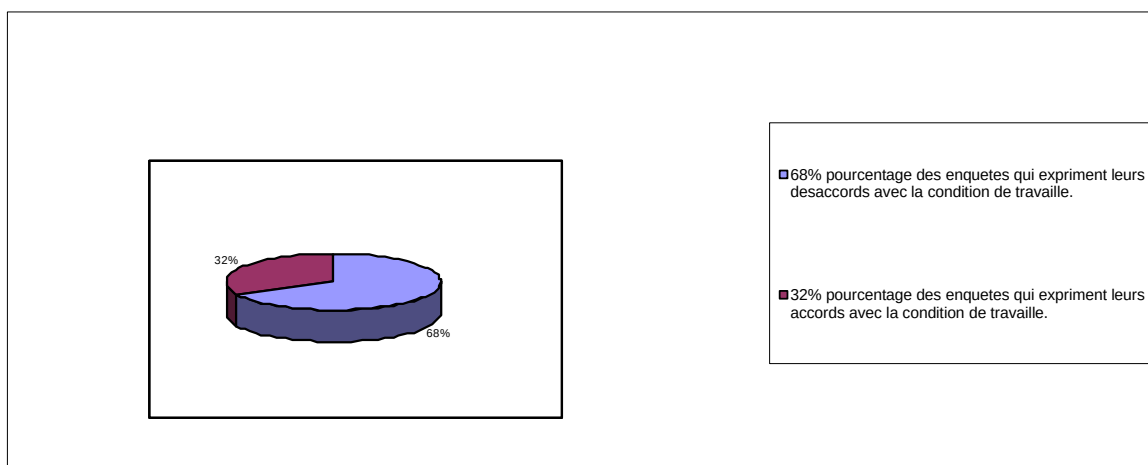


Source : enquête auprès de 20 braceros de la batey 8 de barahona

5.3.2- Mauvaises condition de travail

Les braceros travaillent dans une condition qui ne répond pas aux normes internationales du travail. 68% ont exprimé leur désaccord avec la condition de travail. Ils expliquent qu'ils ont parcouru plus 10 km pour arriver au champ de travail et ceci dit, sans moyen de transport. Contre 32% qui acceptent de travailler dans cette situation.

Graphe 6) répartition en pourcentage des enquêtés qui expriment leur accord et leur désaccord avec la condition de travail.



Source : enquête auprès de 20 braceros de la batey 8 de barahona

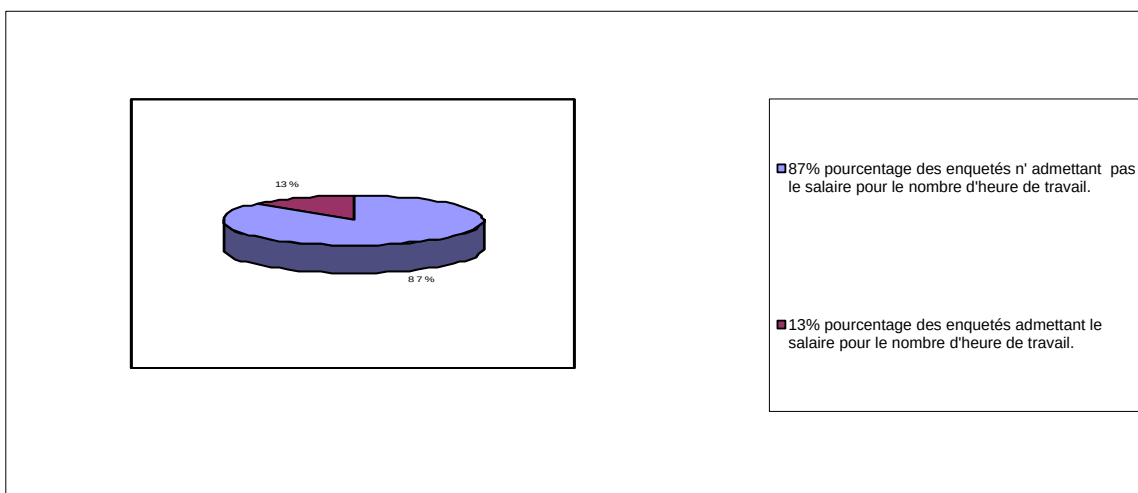
5.3.3- Un salaire dérisoire, soit \$1 us qui est égal à 40 pesos pour 18 heures temps de travail.

Un pourcentage très lourd (87%) représente la quantité de personne qui n'admet pas le salaire pour le nombre d'heures de travail, mais se résignent car disent- ils, vaut mieux avoir quelque chose au lieu de rien n'avoir. Pourtant les 13% ont déclaré ouvertement qu'ils sont prêts à retourner en Haïti si les autorités ont accepté de réduire le taux chômage, en créant des emplois afin que tous les Haïtiens puissent avoir quelque chose pour répondre à leur responsabilité, car ils n'ont pas de problème avec le salaire pour ces catégories de personnes, leur plus grand problème est de se lever chaque jour sans rien faire.

Se yon krim yo fè nou lè yo fèn travay pandan 18 è de tan pou sèlman 40 peso .ou pa gen pèsonn ki pou defann ou, lèw ta vle defann tèt ou yo sòti pou yo revokew. Se paske otorite peyim pa fè anyen pou pep ayisyen. (participant 10)

Mwen aseptel paske, provèb la diw "degoute miyò pase pa pipi", sel bagay depi gen travay an ayiti mwen prè poum tounen poum al travay nan peyim. (participant 1).

Graph 7) répartition en pourcentage des enquêtés admettant ou pas le salaire pour le nombre d'heure de travail.



Source : enquête auprès de 20 braceros de la batey 8 de barahona

5.3.4- Pas assistance médicale, humiliation, pas de jours de congé.

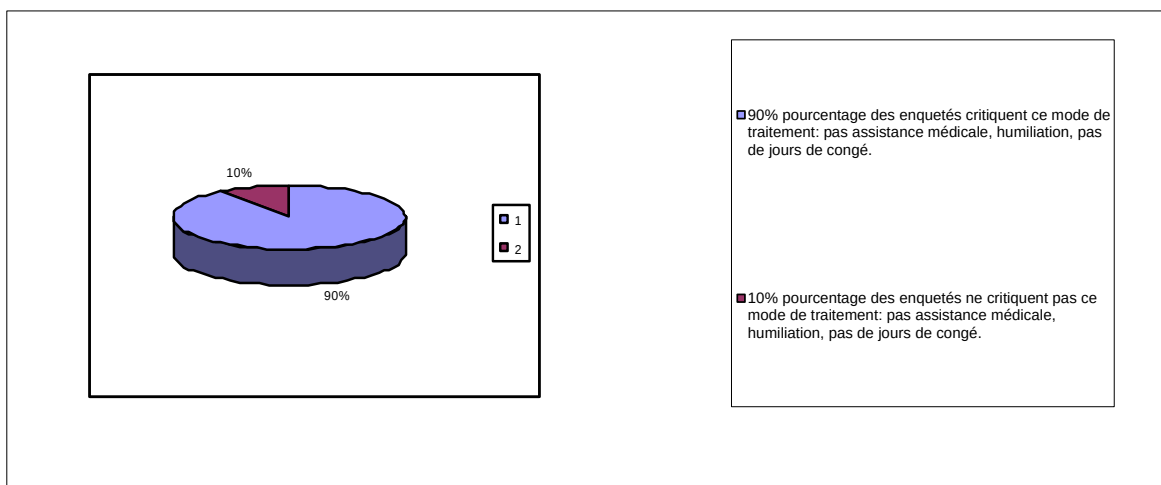
Les enquêtés ont exprimé leurs frustrations et critiquent les responsables des bateys qui n'ont jamais pensé à améliorer la condition de travail des Haïtiens dans les bateys. Selon eux, il n'y a pas de centre de santé, ils n'ont pas droit au congé, ils sont humiliés, ils n'ont pas droit de revendication. Un pourcentage de 90% critique ce mode de traitement. Les autres 10 % montrent qu'ils n'ont aucun problème car ils ont beaucoup d'année dans le système et ils finissent par s'y adapter. Un coup d'œil sur les propos des enquêtés.

Isit la, se imilyasyon sèlman nap viv chak jou, si nou malad se yon ti te anmè pou nou fè poun bwè pou ka jwenn yon soulajman, nou pa gen lopital nan batey la, menm le nou malad nou oblije al travay paske sin pa al travay nou pap touche. safè konje a nou pa konn bagay sa a, nou travay ni jou ferye, ni wikenn, ni jou travay, bagay yo pa bon pou nou ditou, ditou, nou denonse ak tout fòs nou mòd sa a, e se chak jou n'ap lite pou sa chanje, men jan tout moun dwa pou yo jwenn swen sante nou menm tou nou gen menm dwa sa. (Participant 15)

Les autres 10% révèlent qu'ils se sentent bien avec leur mode de vie, car disent- ils : ils sont (vye wo du batey) mon donné aux gens qui ont beaucoup de temps dans les bateys.

''Mwen pa gen okenn pwoblem ak fason n'ap viv nan batey la, dayè mwen se yon vye wo nan batey, mwen gentan fin adaptem. mwen santim alèz'' !!! (participant 13).

Graphe 8) répartition en pourcentage des enquêtés critiquant ou pas ce mode de traitement : pas d'assistance médicale, pas de jours de congé, c'est humiliant.



Source : enquête auprès de 20 braceros de la batey 8 de barahona

5.3.5- Mauvaise condition éducative.

5.3.5.1- (Pas école)

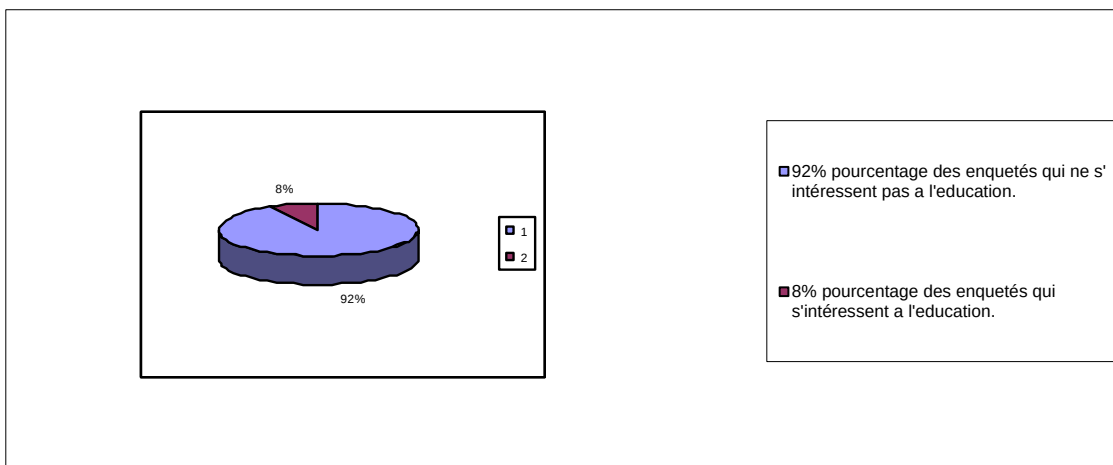
Il faut souligner que 92 % des enquêtés ne s'intéressent pas à l'éducation. ils disent qu' il est bon qu'une personne aille à l'école, mais lorsqu'on est responsable de famille et on est venu chercher une vie plus ou moins meilleure, ce n'est pas l'éducation qui nous intéresse, pour nous l'éducation doit être réservée aux enfants, déclare un adulte de 42 ans.

Lekòl bon anpil, men lè yon moun gen responsabilite fanmi e ou vin bò isit la pouw vinn chache lavi se pa lekòl ki ap enteresew, pito yo ede timoun yo al lekòl pou yo pa leve menm jann avèk nou. (participant 17)

Les idées contraires, 8% d'enquêtés s'intéressent beaucoup à l'éducation. Ainsi, ils ont présenté l'éducation comme la seule chose qui puisse aider une personne à garder sa dignité. c'est- ce qu' a déclaré un jeune gens de 22 ans " l'éducation élève l'Homme à la dignité de son être " un autre avance qu' il n'est jamais trop tard pour apprendre, il critique les autorités des bateys qui n'ont jamais pensé à mettre une école sérieuse dans les bateys afin d'aider les enfant des bateys à aller à l'école, il continu, en disant que les autorités savent bien ce qu'ils font car, dit-il, s' ils

permettent aux enfants d'aller à l'école, quand ils deviendront grands et instruits, ils seront en mesure de revendiquer leur droit.(participant 7 et 2).

Graphe 9) répartition en pourcentage des enquêtés qui s'intéressent ou pas à l'éducation.



Source : enquête auprès de 20 braceros de la batey 8 de barahona

5.3.5.2- Pas de loisir

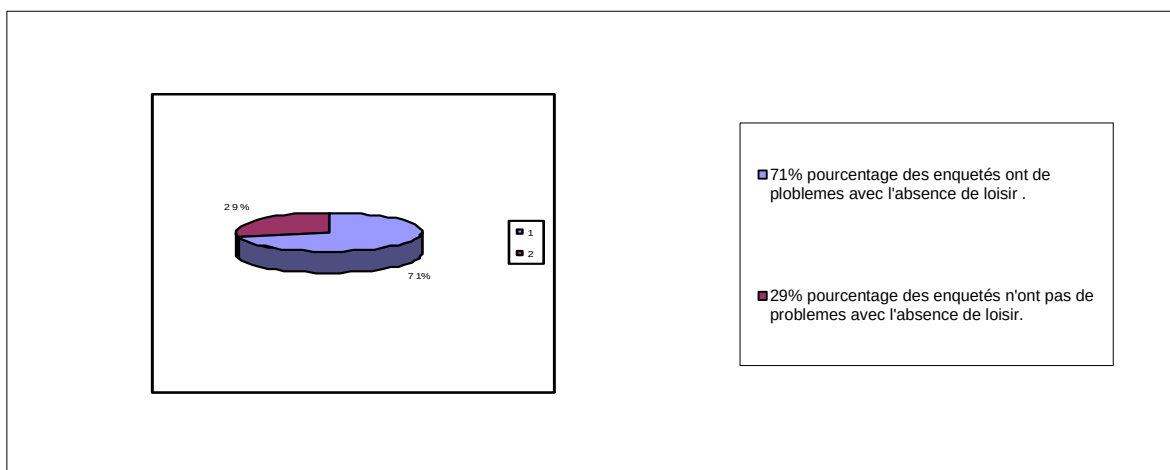
La majorité des enquêtés, soit 71 %, dit avoir beaucoup de problèmes avec l'absence de loisir, car disent-ils : c'est très important après avoir passé une journée de dure labeur, de se relaxer, car on ne peut pas laisser les problèmes nous mener les têtes.

‘mon chè frè pam, aprè yon nonm fin pase yon jounen anba yon flanm soley san pran souf ,li enpòtan poul pran yon ti plezi, kòm nou menm nou pa gen televizyon, nou pran ti radyo nou e pi nou rejwenn kèk lòt zòm nou frape kèk zò domino paske ,yon nonm paka kite pwoblem lavi a pote tèt yo ale’. (participant 9)

Nous n'avons aucun problème avec l'absence de loisir car, nous sommes venus ici juste pour travailler, d'ailleurs comment comprenez-vous que nous travaillons dans une condition si misérable, si exécrable et que nous allons nous réjouir, prendre du plaisir. Nous sommes ici seulement pour travailler afin d'aider nos familles qui n'ont rien en Haïti et c'est tout, soit 29 %.

Nou pap menm gen kote pou nou dòmi se lwazi ki enteresen, nou vini isit la pou nou travay,si gen lwazi poun pran na pran li nan peyi nou.(participant 11).

Graphe 10) répartition en pourcentage des enquêtés qui ont de problèmes ou pas avec l'absence de loisir.



Source : enquête auprès de 20 braceros de la batey 8 de barahona

5.5- Démonstrations de l'hypothèse.

Rappelons que notre préoccupation se résume dans les lignes suivantes : L'endémie Chronique de la situation Socio-économique du pays trouve son explication à partir d'une crise agricole et d'une sous- production, ainsi l'immigration illégale vers la République Dominicaine influence la situation des Haïtiens dans les bateys, le cas de batey de barahona ? En conséquence, notre hypothèse s'énonce comme suit : l'immigration illégale influence la situation des Haïtiens dans les bateys, cas de la batey de barahona. Alors, cette hypothèse est-elle confirmée ou non ? si oui, en quoi l'immigration illégale influence-t-elle la situation des Haïtiens dans les bateys, cas de la batey de barahona ?

L'hypothèse de cette étude semble être confirmée. Autrement dit, 92 % des braceros enquêtés montrent que c'est à cause de l'immigration illégale qu'ils acceptent de vivre dans une situation inhumaine .Expliquons.

L'immigration qui, selon eux est un droit que tout le monde peut revendiquer, soit pour faire des visites, aller faire des études et bien d'autres choses. Mais, tout en respectant les lois régissant la matière. Car, toutes personnes qui ne respectent pas les principes établis pour être admises à immigrer dans d'autres pays sont considérées comme illégales. Ainsi, 66% des participants admettent que c'est à cause de l'immigration illégale qu'ils se permettent d'accepter ce mode de

vie. 70% révèlent que les conditions misérables de leur famille sont à la base de toute humiliation qu'ils subissent. Le chômage, le manque de moyen économique pour répondre aux besoins primaires de leur enfant, comme par exemple ; éducation, santé, nourriture, sont en gros les principales raisons qui les obligent à immigrer illégalement et à accepter cette mauvaise vie.

Ensuite, l'immigration illégale demeure un guide pour les enquêtés qui prennent le risque de franchir illégalement la ligne frontalière de la République-Dominicaine pour justifier leur intérêt de chercher une meilleure vie pour leur famille.

5.6- Pistes d'intervention

Dans ce présent travail, il est fixé comme objectif d'aller à la quête de l'immigration illégale vers la République-Dominicaine et la situation des Haïtiens dans les bateys, cas de la batey de barahona et de faire le lien entre ces deux variables. Ces représentations sont entendues comme une forme de (savoir incorporé) ou encore de (savoir populaire). En ce sens, ces représentations se doivent d'influencer et de déterminer les programmes d'accompagnement des Haïtiens dans les milieux marginaux, dans les bidonvilles et les milieux populaires. Car les programmes de création d'emploi durable, pour être efficacement réceptionnés, doivent nécessairement partir du savoir que détient la population. Bref, tous programmes de création d'emploi durable dignes de leurs noms doivent partir de ce que connaît déjà la population locale, de ses mœurs, de ses croyances, de ses désirs, de ses aspirations, de ses rêves, de ses valeurs, de ses réorientations de soi et de l'autre et de ses tabous. Comme écrit Balandier :

Il faut de principe considérer avec méfiance tout transfert d'outils d'information conçus dans un contexte social vers un autre contexte. (Balandier ,1984).aussi, dans l'élaboration des messages et stratégies d'information' le local et le spécifique, passent en première ligne' il faut s'attacher au particulier et considérer que les solutions proposées "ailleurs" ont tout au plus valeur d'hypothèse mais ne peuvent pas être directement utilisées "ici" (Benoist, 1996,7), (Taverne, 1996, P.536).

En conséquence, les programmes de création d'emploi doivent viser d'abord l'éducation de la population en fonction des éléments suivants : L'importance de l'utilisation des préservatifs dans les relations sexuelles, le risque encouru dans l'immigration illégale, la raison de monter leur propre petite entreprise.

5.7- Eduquer en fonction des conceptions de l'immigration illégale.

D'abord, il faut éduquer en fonction des conceptions de l'immigration illégale. Il y a trois points essentiels sur lesquels doivent se fonder les campagnes d'éducation.

Premièrement, les parents pauvres et analphabètes ont toujours plus d'enfants et moins de possibilités pour ne pas dire sans possibilités économiques. Leur ignorance et leur état d'analphabète les portent à croire que "Avoir beaucoup d'enfants constitue une richesse" ou Dieu dit ... multipliez la terre. Ces responsabilités mettent les parents dans des conditions où ils devraient répondre de leurs engagements, pour ce fait ils sont obligés d'utiliser tous les moyens nécessaires afin d'aider leurs familles. D'où un programme de formation sur la sexualité et de planning familial est recommandé.

Deuxièmement, la construction d'une nouvelle base sur laquelle viennent renouer de nouveaux rapports économiques et sociaux entre tous les agents contient les prescriptions qui aident à sortir du tunnel et à marcher vers une société à la fois sans pauvreté et solide. Sur les ruines de la société construite sur les inégalités, va se reconstruire la société nouvelle ayant pour équilibre socioéconomique, la justice sociale, l'égalité des chances, le sens du bien collectif, le respect des droits fondamentaux de tous et un niveau élevé de vie et de développement pour tous. Cela obéit au principe de la dialectique prévoyant le périr du système de choses actuelles, prédisant ainsi le devenir de la nouvelle société toute en admettant que rien n'est éternel. Mais, en ce qui nous concerne, la voie endogène de développement construite de manière démocratique et intégrée avec la mise en valeur et l'intégration rationnelle de toutes les valeurs et ressources locales/nationales et internationales. (Berguens, THÉUS p.308).

Troisièmement, l'Etat doit travailler afin de créer un climat de sécurité dans le pays pour permettre avant tout la population avoir un esprit confiance et ensuite développer une politique extérieure basée sur l'investissement, renforcer la diplomatie haïtienne avec des diplomates formés non pas leurs amis, afin que ces derniers puissent remplir les missions d'un diplomate qui sont la:

- a) Représentation, b) négociation c) promotion d) défense

L'Etat doit créer des cadres l'égal pour faciliter les investisseurs des moyens et des conditions d'investissements afin de créer des emplois durables et digne à la population.

L'Etat doit entreprendre des démarches avec des autres Etats qui possèdent des compagnies de raffineries pour venir établir leurs bases en Haïti afin d'exploité nos ressources naturelles négligés, comme avait fait le gouvernement de Duvalier dans les années 1957, tout cela va permettre à l'Etat Haïtien de créer des Emplois durable et d'augmenter son assiette fiscale.

Il est donc, impératif que l'Etat accorde une importance particulière à l'éducation, car toute société non éduquée est sujet à ces modes de dérives.

5.8- Limite du travail et nouvelles pistes de recherche.

Il est évident que l'étude ne clôt pas avec le sujet de l'immigration illégale vers la République Dominicaine et la situation des Haïtiens dans les bateys. le choix d'une méthode interprétative a permis une cueillette fructueuse de données significatives et riches d'enseignements. Cependant le nombre de braceros interviewés est très restreint. Avec 20 participants, il est impensable de généraliser les résultats de l'enquête. Ainsi, une étude qualitative sur l'ensemble de la population haïtienne dans les bateys serait intéressante.

De plus, certaines catégories se sont présentées comme des intellectuels (1cas), les personnes qui ne fréquentent jamais l'école (2 cas). Une piste de recherche intéressante serait d'interviewer une population d'hommes, femmes de différents niveaux scolaires afin de savoir si le niveau scolaire influence l'immigration illégale et du même coup leur condition de vie dans la batey.

En plus, le milieu sociodémographique des enquêtés demeure une limite à cette étude. Les participants sont tous du milieu défavorisé (Batey 8 de barahona). Il serait intéressant de faire une étude comparative entre deux groupes de milieu différents (milieu défavorisé vs milieu favorisé) avec l'objectif d'appréhender l'influence de chaque milieu sur les conceptions de l'immigration illégale et la situation des Haïtiens dans les bateys.

5.9- Conclusion générale

Au début de cette étude, nous nous sommes fixés un objectif, celui de travailler sur L'endémie Chronique de la situation Socio-économique du pays trouve son explication à partir d'une crise agraire et d'une sous- production ainsi l'immigration illégale et la situation des Haïtiens dans les bateys, l'échantillon de l'enquête était 20 personnes afin de faire le lien entre la conception de l'immigration illégale et la situation des Haïtiens dans les bateys (barahona). pour cela, la théorie de représentations sociales centrée autour des représentations sociales était retenue pour expliquer le risque qui existe dans l'immigration illégale. plus précisément, nous avons cherché à connaître en quoi les personnes qui utilisent les moyens illégaux pour se rendent en la République-Dominicaine risquent-elles en traversant la frontière et même lorsqu'elles arrivent sur le territoire dominicain ?

Bien plus encore, nous avons fait l'hypothèse que l'endémie Chronique de la situation Socio-économique du pays trouve son explication à partir d'une crise agraire et d'une sous- production ainsi l'immigration illégale vers la République-Dominicaine influence la situation des Haïtiens dans les bateys.

Ainsi nous avons mené des entretiens semi-dirigés guidés par un canevas d'entretien au près des Haïtiens dans la batey 8 de barahona choisis par la méthode d'échantillonnage simple.

Ceci étant dit, reprenons dans les grandes lignes, les principaux résultats de cette étude validée par le discours des participants.

Le discours des enquêtés atteste que ces derniers s'exposent à toutes sortes d'humiliations, mauvais traitements, indignation, misère, ils sont exposés à toutes sortes de maladies épidémiques, injustice et bien d'autres. En effet, derrières ces humiliations ils se considèrent comme des biens meubles, comme ça été à l'époque coloniale, ils n'ont pas droit à la revendication, au congé etc. Par ailleurs d'autres variables sont retenues pour influencer l'immigration illégale vers la République-Dominicaine sur la situation des Haïtiens dans les bateys, c'est le cas où ils ne peuvent prendre même une minute de repos aux heures de travail. Ces résultats ne sont pas totalement différents des conditions tirées des autres antérieurement, que ce soit en Haïti et dans d'autres pays qui se partagent la même frontière.

En conséquence, nous avons optés pour un programme de création d'emploi durable visant à améliorer les conditions de vie de chaque Haïtien sans exclusion sociale. En effet, un programme de formation académique et professionnelle adéquate pour côtoyer un emploi réel et gagner un salaire raisonnable. Les doter d'un système d'eau potable, de centre de santé et d'hygiène, d'assainissement, d'un logement confortable, d'éducation, d'électricité, d'infrastructures routières.

Au cours des vingt dernières années, les données relatives aux agrégats macroéconomiques du pays sont les plus alarmantes, le niveau de vie de la population est très faible, l'économie haïtienne est stagnante, voire désastreuse. Avec un PIB annuel par tête \$361 us en 2005. Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère Ouest et il est le dernier pays du continent américain figurant sur la liste des pays les moins avancés et se classe en 2005 au 153^{eme} rang au terme de l'IDH (Indice de Développement Humain) (CCI-Haïti, 2004, p4).

Le pouvoir d'achat des gens est extrêmement faible ; le chômage est devenu monstre et l'inflation galope ; la balance commerciale est déficitaire avec les importations qui surplombent totalement les exportations ; la balance des paiements est souvent déficitaire avec plus de recettes publiques, par-dessus tout cela, les investissements, tant publics que privés, qui pourraient réduire le chômage, assurer le plein-emploi et jouer à la satisfaction des besoins de base, (santé, nutrition, éducation, infrastructures routière, électricité), demeurent nettement insignifiants comparativement à la dimension et à l'ampleur du phénomène de la pauvreté du pays engendre l'immigration illégale.

Le rapport de dépendance économique est très significatif, en dépit du taux élevé de chômage dans le pays, il n'y a pas eu une politique de renouvellement de structure administrative qui serait sans doute favorable à l'intégration des jeunes qualifiés dans l'administration. On trouve à l'administration presque les mêmes figures depuis des décennies, des personnes dépassent l'âge de la retraite fournissent encore leurs services à l'administration. Donc, sur toute la ligne, Haïti accuse d'une grande faiblesse au niveau des agrégats qui constituent une sorte de miroir traduisant la situation macroéconomique du pays. PIB, l'investissement, l'emploi, la production nationale, l'exportation et les fonds alloués aux services de base sont très faibles.

Nous insistons pour dire que par notre travail sur l'immigration illégale vers la République Dominicaine, nous n'induisons nullement que ce savoir est point central de l'influence la situation des Haïtiens dans les bateys, chez les braceros enquêtés. En ce sens une multitude de facteurs de vulnérabilité, le chômage, la pauvreté, l'illettrisme, la dépendance, le niveau d'éducation communautaire et même le niveau d'éducation à la sexualité etc. En effet, les obstacles à un comportement sécuritaire à la prévention sont multiples et s'accumulent aisément. L'impérieuse nécessité pour le pays, aujourd'hui dans ce nouveau centenaire, de mettre les chaussures de la modernité pour marcher vers les techniques agricoles modernes et vers la production d'un capital humain hautement qualifié. L'aménagement du territoire national reste encore une grande priorité dans le cadre de développement durable du pays, dont nous sommes optés dans ce travail de recherche.

Revues littéraires

Ouvrages

Abric, J.c (1989). L'étude expérimentale des représentations sociales. Dans D. Jodelet (Ed.), Les représentations sociales (pp. 187-203). Paris : Presse Universitaire de France.

Abric, J.c(1976).Jeux, conflits et représentations sociales. Thèse de doctorat d'Etat de l'Université d'aix en Provence.

Abric, j.c. (1994a). Pratiques sociales et représentations. Paris : Presse Universitaires de France.

Abric, J.C. (1994b) L'organisation interne des représentations sociales : système central et périphérique. Dans C. Guimelli (Ed.), Structures et transformations des représentations sociales (pp. 73-84). Lausanne : Delachaux et Niestle.

Alix, MATHON. Haïti un cas. (Ed)...

Anadón, M. (1999).L'enseignement en voie de professionnalisation. In C. Gohier, N.

André Corten. (1989). L'Etat Faible : Haïti et République Dominicaine. Montréal, (Ed). Cidihca,

Auguste, DURAND. 1851. L'instant de pradines. (Ed). paris

Bardin, L. (1977). L'analyse du contenu. Paris : Presse Universitaire de France.

Barelson, B. (1992). Content Analysis in Communication Research. Glencoe: The Free Press.

Bednarz, L.Gaudreau, R.Pallascio et G. Parent (Dir.), L'enseignant, un professionnel (P.1-20). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Berguens, THEUS. ONG et pauvreté en Haïti. (Ed). Bouyon Konesans.

Bulletin du bureau d'Ethnologie. No, 1. 1984.

Charles Zorgbibe. (1975). Les relations Internationales. Paris, PUF, coll. Dirigée par D.Maurice Thermis, (P.376).

Comité de la bibliographie et des services d'info en sciences humaines. Lignes directrices pour la rédaction d'une bibliographie. Ottawa, 1987.

Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), organe de l'organisation des Etats Américains (OEA). La situation des travailleurs Migrants Haïtiens et leur famille en République Dominicaine (octobre 1999).

Constitution Haïtienne de 1987.

Damiens, FRANCOIS. La politique extérieure d'Haïti (1889 – 1915). (Imp). M. Rodriguez.

Demesvar, DELORME. La misere au sein de la richesse. (Ed). Fardin

Demesvar, DELORME. La misère au sein de la richesse. (Ed). Fardin

Denis. L, ORUNO. Les Caraïbes. (Ed). que sais-je.

DiGiacorno, J. P. (1986) alliance et rejets intergroupes au sein d'un mouvement de revendication. Dans W. Diose et A. Palmonari (Eds.), L'étude des représentations (pp.118-138). Paris: Delachaux & Niestle.

Doise, W. (1990).Les représentations sociales. Dans R. Ghiglione, C.Bonnet & J.F. Richard (Eds.), Traite de Psychologie cognitive. Paris : Dunod

Doise, W., & Moscovici, S. (1989). Current issue UN European social Psychology. : New-York: Cambridge University Press.

Doise, W., & Palmonari, A. (Eds.). (1986). L'étude des représentations sociales. Paris : Delachaux & Nestle.

Doise, W., Clemence, A., & Loremi-Ciddi, F. (1992). Représentations sociales et analyses des données. Grenoble : Presses Universitaire de Grenoble.

Doise, W., Clémence, A., & Lorenzi-Cioldi, F. (1992). Représentations sociales et analyse des données. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

Dr J.P, Mars. La République d'Haïti et la République Dominicaine. (Col). Bicentenaire Haïti 1804 – 2004.

Dr. J. C. Dorsainvil. (1942). Histoire D'Haïti, 1492-1957. PP. 10-11, 14-19). (Ed). Henri Deschamps.

Eddy A. Jean. (2001). La pensée politique Haïtienne (XIXe siècle). Port-au-Prince, (Ed). Haïti-Demain.

Enel, C., Pison G., & Lefebvre, M. (1994). Migrations and nuptiality changes. A case study in rural Senegal. In C. Bledsoe., G. Pison (Eds.), Nuptiality in sub-Saharan Africa: contemporary Anthropological and Demographic Perspectives (PP92-113). Oxford: Clarendon Press, Oxford University Press.

Falze.H. Abed. (2006). Guide des bonnes pratiques pour les organisations qui finance la micro finance (p.5). (2^e Ed). cgap.

Flament, C. (1987). Pratique et représentations sociales. In J.L. Beauvois, R.V.Joule & J.M. Monteil (Ed.), perspectives cognitives et conduites sociales. Vol. 1. Cousset : Deval.

Flament, C. (1989) Structure et dynamique des représentations sociales. Dans D. Jodelet (Ed.), Les représentations sociales (pp. 204-219). Paris : PUF.

Flament, C. (1994). Structures, dynamiques et transformations des représentations sociales. Dans J.C. Abric, Pratiques sociales et représentations sociales (pp37-57). Paris : Presse Universitaires de France.

Fré Doura. (2003).Economie d'Haïti : Dépendance, crises et Développement. Montréal, (Ed).Dami.

Gauthier, B. (2009) (Dir). Recherche sociale : De la problématique a la collête des données. Québec : Presse d'Université du Québec.

Gilly, M. (1980) .Maitre – élève : rôle institutionnels et représentations : Paris : Presse Universitaires de France.

Gilly, M. (1989). Les représentations sociales dans le champ éducatif. Dans D. Jodelet (Ed.), Les représentations sociales (pp. 363-386). Paris : presse universitaire de France

Guimelli, C. (Ed.). (1994). Structures et transformations des représentations sociales. Coll. "Textes de base en sciences sociales". Lausanne : Delachaux et Niestle.

J.B, Dorsainvil. Abrégé d'histoire. (Imprimerie de l'Etat, Port-au-Prince, Haïti).

JEAN, Rous. Tiers Monde, Reforme et Révolution Référence Africaine (Ed).

JEAN.P, Cot., JEAN.P, Monier. (Ed). Seuil.

Jean-Pierre Frangnière. (1996). Comment réussir un mémoire. Paris, (2^e Ed). Dunod.

Jean-Pierre. Cavalié. (2008). Les origines de l'immigration moderne en France, du début du XIXe siècle à la seconde guerre.

Jodelet, D. (1991). Les représentations sociales. Paris : Presse universitaires de France.

Jodelet, D. (Ed.) (1989). Les représentations sociales. Paris : Presse Universitaires de France.

Juan J. Sánchez. (1976). La caña en Santo Domingo.

Julio César Hichez T. (2007). Historia de caña, el azúcar y el central boca chica con sus bateyes.

Les fondements du monde contemporain. (Ed). Fernand, NATHAN.

Mann, P. & Maita. S.A. (1992). AIDS Prevention: The socio-cultural context in India, Bombay. Mumbai: Tata Institute of social Sciences.

Marcel Merle. (1982). Sociologie des Relations Internationales. Paris, (3^e Ed). Dalloz.

Marcel, NIEDERGANG. Les vingt de l'Amérique latine. (Ed). Seuil.

Mauss, M. (1950). Sociologie et anthropologie. Paris : Presses Universitaires de France.

Max Weber. (1921). Economie et société. Traduction français Paris, Plon, 1971. (XXII, P.650).

Moscovici, S., & Vignaux, G. (1994). Le concept de themara. Dans c. Guimelli (Ed.). Structures et transformations des représentations sociales (pp. 35-72). Coll. Textes de base en sciences sociales''. Lausanne : Delachaux et Niestle.

Mugny, G., & Carugati, F. (1985). L'intelligence au pluriels : Les représentations sociales et de son développement. Cousset : Delval.

Oriol, M. (2005). Population, Migration et violence Urbaine : La situation sociale d'Haïti en 2005. Dans PNUD, Situation économique et sociale d'Haïti en 2005 (pp.45-58) Port-au-Prince : PNUD

Patrick, GUILLAUDAT., Pierre, MOUTERDE. Les mouvements sociaux au Chili. (Ed).l'harmattan.

Pilcher, J., & Whelehan, I. (2004). 50 key concepts in gender studies. London: SAGE publication.

Portier. J., Clapier- Valladon., S., & Raybaut, P. (1983) Les récits de vie. Théorie et pratique. Paris : Presse Universitaire de France.

Roventa-Frumusani, D. (2009). Concepts fondamentaux pour les études de genre. Fontainebleau : Archives Contemporaines.

Suzy Castor. (1988). Le Massacre de 1937 et les Relations haïtiano-dominicaines. Port-au-Prince, Le Natal.

Tremblay, M. A. (1968). Initiation à la recherche dans les sciences Humaines. Montréal : McGraw-Hill.

Verginiaud, LECONTE. Henry Christophe dans l'histoire. (Ed). Berger-Levrault.

Web graphique

Pour la révolution ouvrière Haïtienne et dominicaine : Des Haïtiens brûlés et tués á coups de machette par des meutes de lyncheurs, des dizaines de milliers expulsés par l'armée dominicaine. (11/10/2010).

<http://www.internationalist.org/travialleurshaitiensrd.html>

Groupe d'appui aux Rapatriés et réfugiés- GARR : Des travailleurs haïtiens en République Dominicaine en marge de toute protection du Code du Travail(2010)

http://www.garr-haiti.org/imprimer.php3?id_article=221

La république Dominicaine de CELINE ANAYA GAUTIER. Les esclaves de la ''zafra''

[Http://www.courrierinternational.com/article/2005/12/01/les esclaves de la zafra](Http://www.courrierinternational.com/article/2005/12/01/les_esclaves_de_la_zafra)

Chasse aux noirs dans la province de Neyba en République Dominicaine(2010)

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article409>

Communauté haïtienne en République Dominicaine. (2010).

http://fr.wikipedia.org/wiki/communaut%C3%A9_ha%C3%Aftienne_en_R%C3%A9publique_Dominicaine

République Dominicaine: Les esclaves oubliés de la canne à sucre.

http://cybersolidaires.typepad.com/ameriques/2003/09/les_esclaves_ou.html

Observatorio. (marzo2010). Dignidad Humana en riesgola trata y el tráfico de personas. Como se realiza el trafico de personas en frontera sur.

Revue culturelle de la caraïbe. (Novembre 2001).

Immigrtion illegale vers l'erection d'un mur le long de la frontiere haitiano-dominicaine.

<http://www.mediamosaïque.com/Canada/mediamosaïque-lance-les-lgrands-prix-de-la-presse-de-la-diversite-du-quebec-gppdqr.html>.

Elkbir Atouf. (2009). Origine des immigrants et raisons de leur mobilité. Histoire du phénomène migratoire

Santa Cruz de Barahona, janvier 2011

http://fr.wikipedia.org/wiki/Santa_Cruz_de_Barahona ».

Dominicaine : Plus d'un millier d'Haïtiens déportés en trois mois à la frontière Nord, *4 juillet 2006*.

URL : <http://www.alterpress.org>

ANNEXE

Kanva Dantretyen

Kesyonè idantifikasyon

Nimewo : _____

Dat_____

Enfòmasyon sosyodemografik

- 1- Nan ki barak w'ap viv nan batey la? _____
- 2- Ou gen konbyen tan depi w'ap nan batey sa a? _____
- 3- Ki sèks ou? Fi-----, gason-----
- 4- Ki Laj ou? 15-25-----, 25-30-----, 30-35-----, 35-40-----, 40-45-----, 45-50----, 50-55-----.
- 5- Ou te al lekòl? Wi-----, Non-----
- 6- Ki nivo etid ou? Primè-----, segondè-----, inivèsitè-----.
- 7- Nan ki denye klas ou te rive lekòl ? _____
- 8- Ki pwofesyon w _____
- 9- Ki eta matrimonyal ou ? Marye-----, selibatè-----, plase-----, mennaj-----, vivavèk-----.
- 10- Ki relijyon w ? _____

